

Analyse rapide de la sécurité alimentaire au nord du Sénégal



Données de février 2018



Programme
Alimentaire
Mondial

Analyse rapide de la sécurité alimentaire au nord du Sénégal



Rapport produit par le PAM Sénégal en collaboration avec le Secrétariat Exécutif du Conseil National de Sécurité Alimentaire (SECNSA) du Sénégal

Pour plus d'information sur les évaluations de Sécurité Alimentaire au Sénégal merci de contacter :

- **PAM Sénégal** : Wilfred NKWAMBI | Head Of Programme | Wilfred.nkwambi@wfp.org
Diaba BA | National VAM Officer | diaba.ba@wfp.org
Brice Baem BAGOA | Data Analyst | bricebaem.baqoa@wfp.org

© Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM)

Via Cesare Giulio Viola 68
Parco dei Medici
00148 - Rome - Italie
Tel: +39-06-65131
Fax: +39-06-6590632

Toutes les informations sur le service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM) et les rapports en format électronique sur <http://www.wfp.org/food-security> ou wfp.vaminfo@wfp.org

Table des matières

Résumé Analytique.....	1
<i>Situation agro-pastorale</i>	1
<i>Situation des marchés agricoles</i>	2
<i>Analyse de la sécurité alimentaire</i>	2
1 Contexte, objectifs et cadre conceptuel	6
1.1 <i>Contexte et justification de l'étude</i>	6
1.1.1 Un déficit pluviométrique prononcé.....	6
1.1.2 Absence de cultures de décrues	7
1.1.3 Un déficit fourrager très marqué	7
1.1.4 Des chocs climatiques récurrents	8
1.2 <i>Objectifs de l'étude et résultats attendus</i>	8
1.2.1 Objectifs de l'étude.....	8
1.2.2 Résultats attendus de l'enquête	9
1.3 <i>Mise en œuvre de l'étude</i>	9
1.3.1 Partenariat	9
1.3.2 Processus de mise en œuvre	10
1.3.3 Méthodologie de collecte et de traitement des données	10
2 Cadre de vie et vulnérabilité économique des ménages	13
2.1 <i>Cadre de vie des ménages</i>	13
2.1.1 Statut d'occupation et situation de l'habitat des ménages.....	13
2.1.2 Accès à l'électricité et à l'énergie domestique	13
2.1.3 Accès à l'eau potable et assainissement par départements	14
2.1.4 Actifs du ménage et indice de richesse non monétaire	15
2.2 <i>Revenus, endettement et dépenses</i>	16
2.2.1 Sources de revenu des ménages	16
2.2.2 Modèle de dépenses.....	17
3 Production agricole et élevage	19
4 Consommation alimentaire des ménages	20
4.1 <i>Score de consommation alimentaire</i>	20
4.2 <i>Diversité alimentaire et régime alimentaire des ménages</i>	21
4.3 <i>Source des aliments consommés</i>	23
5 Situation des marchés	24
5.1 <i>Disponibilité alimentaires et accès aux marchés</i>	24
5.2 <i>Analyse tendancielle des prix</i>	25
6 Chocs et stratégies d'adaptation	28
6.1 <i>Les chocs subis par les ménages</i>	28
6.2 <i>Stratégies d'adaptation alimentaires</i>	28
6.3 <i>Stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence</i>	30
7 Prévalence de l'insécurité alimentaire	33
7.1 <i>Prévalence de l'insécurité alimentaire des ménages</i>	33
7.2 <i>Populations en insécurité alimentaire</i>	35
Conclusion et recommandations	36
8 Annexes	38

Table des illustrations

Cartes

Carte 1 : Prévalence de l'insécurité alimentaire au Nord du Sénégal.....	3
Carte 2 : Présentation des zones de moyens d'existence de la zone d'étude	12
Carte 3 : Consommation alimentaire des ménages selon les départements	21
Carte 4 : Prévalence de l'insécurité alimentaire (Sévère + Modérée) par départements.....	35

Tableaux

Tableau 1 : Ménages enquêtés par département et par ZME.....	10
Tableau 2 : Nombre de sources de revenu des ménages	17
Tableau 3 : Analyse du modèle de dépenses des ménages (En %).....	18
Tableau 4 : Mise en œuvre des stratégies d'adaptation alimentaires	29
Tableau 5 : Mise en œuvre des stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence	31
Tableau 6 : Tableau de compte rendu CARI	33
Tableau 7 : Possession d'actifs par les ménages	39

Graphiques

Graphique 1 : Principale source d'énergie pour la cuisson et la transformation des aliments.....	13
Graphique 2 : Principale source d'approvisionnement en eau potable des ménages	14
Graphique 3 : Indice de richesse non monétaire des ménages	16
Graphique 4 : Principale source de revenu des ménages	17
Graphique 5 : Groupes de consommation alimentaire des ménages par départements et par ZME20	
Graphique 6 : Score de diversité alimentaire des ménages selon les départements et les ZME....	22
Graphique 7 : Analyse du régime alimentaire des ménages selon les départements.....	22
Graphique 8 : Principales sources des aliments consommés par les ménages	23
Graphique 9 : Accès aux marchés et consommation alimentaire.....	24
Graphique 10 : Prix moyen du Riz dans la région de St-Louis.....	25
Graphique 11 : Prix moyen du Maïs dans la région de Matam	25
Graphique 12 : Prix moyen du Mil dans le nord du Sénégal	25
Graphique 13 : Prix moyen du Sorgho dans le nord du Sénégal.....	25
Graphique 14 : Principaux chocs subis par les ménages.....	28
Graphique 15 : Indice réduit des stratégies d'adaptation selon les départements et les ZME	30
Graphique 16 : Indice des stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence	32
Graphique 17 : Classification de l'insécurité alimentaire selon les départements et les ZME.....	34

Remerciements

Le présent rapport est le résultat d'un processus ayant impliqué plusieurs acteurs au bureau pays du PAM ainsi qu'en dehors du PAM à savoir les autorités gouvernementales et locales.

Le bureau Pays du PAM remercie ainsi Mme Léna SAVELLI, Directrice et Représentante résidente du PAM au Sénégal ainsi que M. Wilfred NKWMBI, Chef de Programme du bureau pays pour la coordination de cette étude. Les remerciements vont également à l'endroit des collègues Diaba BA et Brice Baem BAGO de l'unité VAM pour la coordination technique de cette étude et la rédaction du présent rapport.

Les remerciements vont également à l'endroit des partenaires gouvernementaux à savoir Mme Guéno Seck CAMARA du SE/CNSA, M. Mouhamadou NDIAYE du commissariat à la Sécurité Alimentaire, M. Ibrahima DRAME de la Croix Rouge Sénégalaise, M. Ibrahima SAMB de la Direction de l'Élevage et Mme Ndeye Yacine GUEYE de la direction de l'Horticulture. En effet, la supervision des équipes sur le terrain et la tenue des focus groups dans les villages n'aurait pu être faite avec autant d'expertise et d'efficacité sans leur participation active.

Les sincères remerciements vont également à l'endroit des 25 enquêteurs déployés sur le terrain dans le cadre de cette opération pour leur sens du travail bien fait malgré les conditions climatiques et l'accès difficiles des zones d'étude. Merci également aux autorités locales, chefs des villages et relais communautaires qui ont su faciliter l'accès aux ménages ainsi que les interviews.

Enfin, le PAM remercie tous les ménages ayant participé à cette étude pour leur disponibilité, la chaleur de leur accueil ainsi que la véracité de leurs réponses sans lesquelles cette étude n'aurait pu être menée.

Résumé Analytique

A l'issue de cette évaluation, les principaux résultats suivants sont dégagés :

Situation agro-pastorale

La situation agropastorale au nord du pays reste marquée par un déficit production céréalière et une faible disponibilité fourragers.

Principales causes du déficit de production et fourragers

Les déficits de production et fourragers observés au Nord du pays résulte d'une mauvaise répartition spatio-temporelle des précipitations. En effet, le Nord du pays est caractérisé par une installation tardive des précipitations et de deux longues pauses sèches et un arrêt précoce entraînant des re-semis et le non bouclage phénologiques des principales céréales. De plus, les premiers semis qui avait pu résister aux stress hydriques ont subi d'attaque d'oiseaux granivores et des insectes. Par ailleurs, la situation pastorale est également marquée par un déficit fourrage très prononcé entraînant un départ très précoce à la transhumance et une dégradation des termes de l'échanges. A cela il faut ajouter que le pâturage disponible n'a pas suffisamment de valeur nutritive. Aussi, le peu de pâturage existant a été précocement consommé du fait de la forte pression et de la surcharge exercée par les troupeaux de bovins venant de la Mauritanie.

Niveau des stocks céréaliers et couverture des besoins des ménages

La situation de la campagne a pour conséquence une faible disponibilité des stocks céréaliers au niveau des ménages. Les ménages des départements concernent estiment les pertes de production à plus de 60% du fait du stress hydrique, des oiseaux granivores entre autres. De fait, plus de 50% des ménages enquêtés ne disposent plus de stocks céréaliers, 14% dispose de stock pouvant aller jusqu'à fin mars alors que seulement 6% des ménages peuvent se nourrir de leurs propres productions sur les 3 à 4 prochains mois. Ce niveau de stocks varie d'un département à un autre. Le département de Linguère est la plus faible couverture des besoins céréaliers à partir de la production ; 60% des ménages de ce

département n'ont plus de stock. Cette situation va accentuer la dépendance aux marchés.

Situation des marchés agricoles

Les ménages s'approvisionnent majoritairement au niveau des boutiques villageoises. Toutefois, lors des jours des marchés hebdomadaires « loumas », certains produits (mil souna, maïs, riz, arachide, niébé) sont vendus à bord des camions ambulants. Le niveau des disponibilités du mois de mai au mois de septembre est abondant (riz importé), moyen pour les céréales (riz local décortiqué, maïs, mil souna) et faible pour les légumineuses (arachide, niébé).

Les prix pratiqués sont élevés dans presque tous les départements. Ainsi, l'essentiel des spéculations sont en stress selon l'analyse ALPS¹ dans tous les marchés de la zones et en Alerte dans les marché de Mpal et Saint-Louis pour le riz local et les marché de Ourossoqui et Thiodaye pour le mil.

Analyse de la sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire est analysée l'Approche consolidée de rapportage des indicateurs de sécurité alimentaire (CARI)². Ainsi, le niveau d'insécurité alimentaire est élevé dans les départements étudiés. En moyenne, le niveau d'insécurité alimentaire est de 30% dont 22% en insécurité alimentaire modéré et 8% d'insécurité alimentaire sévère. Si on applique le taux d'insécurité alimentaire sur la population projetée³, on obtient 399.000 personnes en insécurité alimentaire dans les cinq départements.

Où se trouvent les personnes en insécurité alimentaire ?

Globalement, le niveau d'insécurité alimentaire, au niveau au sein de cinq départements, est en moyenne de 30% mais il existe une disparité géographique selon le département et les moyens d'existences. Ainsi, **Podor (39%)** demeure

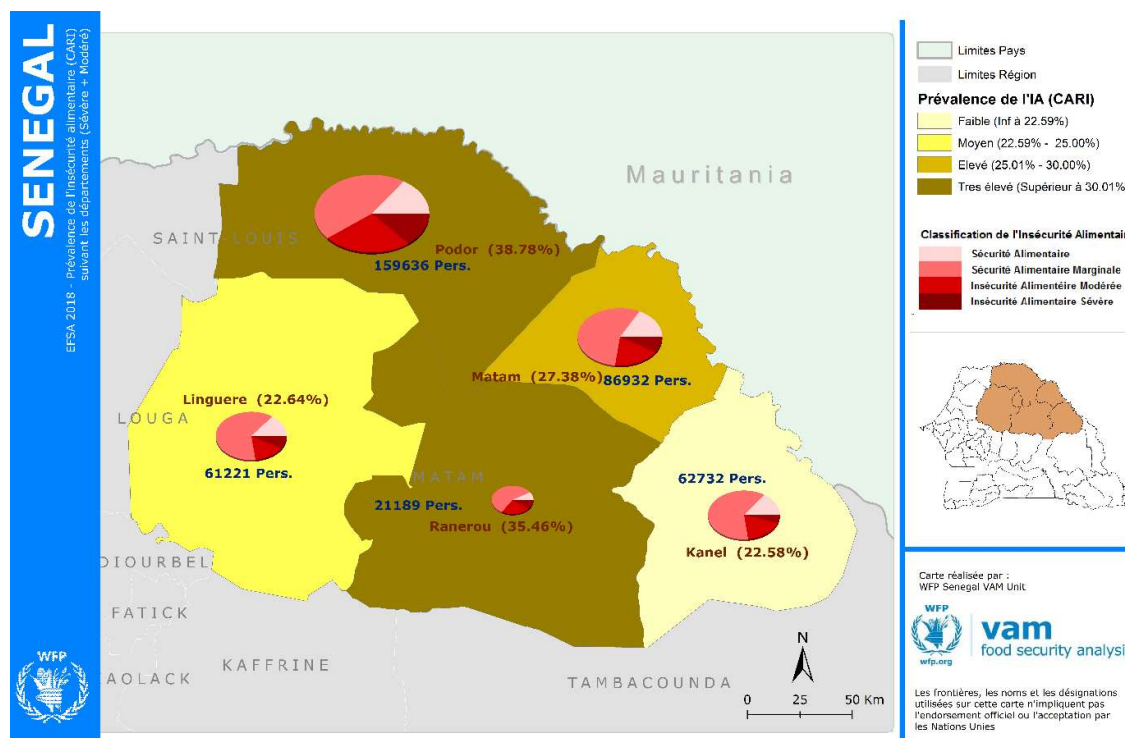
¹ Alert for Prices Spikes (Indicateur du PAM pour la détection des niveaux anormalement élevés des prix

² Consolidated Approach for Reporting Indicators. La classification du niveau d'insécurité alimentaire des ménages selon l'approche CARI est basée sur un algorithme qui affecte chaque ménage dans un groupe de sécurité alimentaire.

³ Projection des populations de 2017 fournie par l'ANSD

le département où le taux d'insécurité alimentaire est le plus élevé. Le département Ranérou est également marqué par un taux élevé (35%) ; les départements de Linguère et Kanel (23%) sont les moins touchés. Le département de Matam a un taux d'insécurité alimentaire de 27%. Ainsi, on l'insécurité alimentaire est modérée dans les département de Linguère, Matam et Kanel et sévère dans les départements de Ranérou et Podor.

Carte 1 : Prévalence de l'insécurité alimentaire au Nord du Sénégal



Qui sont les personnes en insécurité alimentaire ?

Les chocs (stress hydrique, absence de crues, Oiseaux granivores tec.) ont renforcé le cercle vicieux de la pauvreté dans lequel les ménages vulnérables du Nord se retrouvent. Ainsi, les petits producteurs et les pasteurs sont les plus touchés. A cela s'ajoute les ménages qui dépendent beaucoup des aides, des dons de la chasse et de la cueillette. Plus spécifiquement, les profils des ménages en insécurité alimentaire sont les suivants :

- Ménages de grande tailles avec des enfants de moins de 5 ans
- Ménages dirigés par des veuves et des femmes
- Ménages ne disposant pas de bétail surtout dans le Diéri et le ferlo

- Ménage dont le chef est en âge avancé et disposant pas de relève

Combien de personnes sont en insécurité alimentaire ?

Au niveau des cinq départements, l'analyse de l'insécurité alimentaire au travers le CARI montre une prévalence à l'insécurité alimentaire de 30%. Si on applique ce taux à la population, on obtient un total **399.000 personnes** en insécurité alimentaire soit en moyenne 33.250 ménages en insécurité sur la base de de 12 personnes en moyenne par ménages. **Le département du Podor est le plus affecté avec 159.636 personnes** en insécurité alimentaire soit en moyenne 13.300 ménages. Ensuite, le département de **Matam avec 86.932 personnes** en insécurité alimentaire soit ne moyenne 7.244 ménages. Il s'en suit le département de **Kanel avec 62.732 personnes** en insécurité alimentaire soit en moyenne 5.228 ménages. Les départements de **Linguère avec 61.221 personnes** et Ranérou 21.189 personnes soit respectivement 5.102 ménages et 1.766 ménages sont moins touchés en termes de population en insécurité alimentaire.

Pourquoi ces personnes sont en insécurité alimentaire et vulnérables ?

Les principales causes de l'insécurité alimentaire des ménages sont le déficit de la production céréalière des ménages de la campagne agricole et la détérioration des moyens d'existence. Aussi, la hausse des prix des intrants et des denrées agricoles, la baisse des prix des produits vendus par les ménages avec notamment une dégradation des termes de l'échanges, les exposant ainsi à l'insécurité alimentaire. Il est également observé une récurrence des chocs. Ceci a affaibli les ménages du Nord du pays.

Concernant les chocs, les résultats montrent que le choc lié à l'insuffisance de pluies est l'aléa qui a affecté la plupart des ménages ruraux. Les ménages dans un état de pauvreté sévère disposent d'une faible capacité de résilience à répondre aux chocs conjoncturels. La faiblesse des actifs productifs possédés (peu de bétail et la faible superficie des terres possédées, insuffisance ou absence de matériel agricole) entretient un cercle vicieux de pauvreté qui induit une insécurité alimentaire permanente.

Comment la situation devrait évoluer ?

L'adoption de stratégies d'adaptation négatifs par les ménages en insécurité alimentaire laisse entrevoir une situation difficile lors de la période de soudure et celle-ci même va apparaître un plus tôt que d'habitude. Ces comportements analysés au travers de l'indice des stratégies d'adaptation⁴ montre une dégradation de la situation alimentaire au Nord du pays. Celle-ci va s'accroître lors de la période de soudure du fait de l'épuisement des stocks céréaliers, de la disparition du tapis herbacées et de la hausse des prix des denrées de bases. Même si la denrée la plus utilisée restera le riz, la diversité alimentaire va être très pauvre. En effet, les ménages ont adopté des stratégies d'adaptation négative tel que la diminution de la quantité de repas (50%), réduction du nombre de repas par jours (46%). Par ailleurs, 65% des ménages ont développés des stratégies de stress, 9% de crises et 6% d'urgence.

⁴ Indice composite permettant de quantifier le niveau de mise en œuvre des stratégies négatives par les ménages

1 Contexte, objectifs et cadre conceptuel

A l'issu de la campagne agricole, une bonne production est attendu. La mission conjointe (CILSS/Gouvernement/FAO/PAM/FEWSNET) d'évaluation des récoltes ont estimé une bonne production agricole avec une production céréalière estimée à 2 549 357 tonnes soit une hausse de 20% par rapport à 2017 et une hausse de 54% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Toutefois, il est observé des zones à risques notamment au Nord du pays.

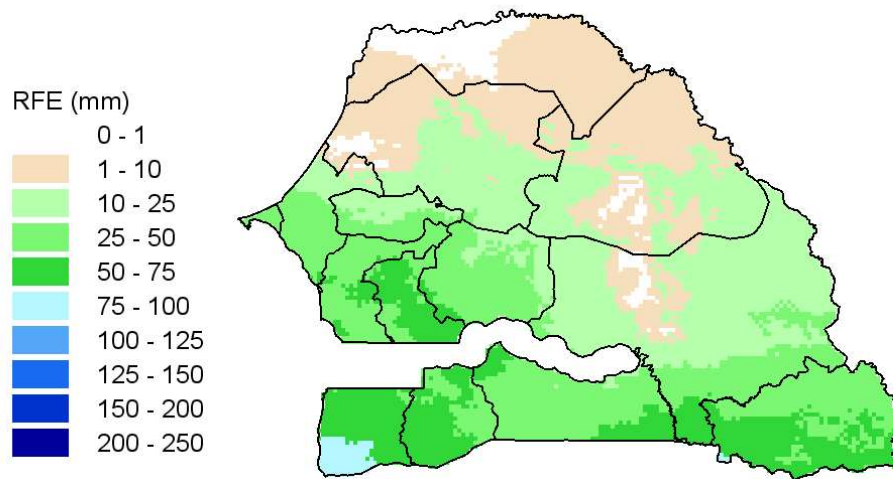
1.1 Contexte et justification de l'étude

1.1.1 Un déficit pluviométrique prononcé

Dans le Nord du pays, la campagne agropastorale est caractérisée par l'installation un peu tardive des pluies et les longues pauses pluviométriques enregistrées au nord et nord-est du pays. Si une bonne partie du territoire a connu une saison des pluies normal, d'autres zones sont marqué par des pauses sèches assez longue et une fin précoce. Il s'agit notamment du Nord du Sénégal constitué des départements de Podor, de Matam, de Kanel, de Ranérou et dans une moindre mesure le département de Linguère.

Sénégal, pluies estimées par satellite (RFE)

Décade 1 de 7/2017



Carte: Geographic, WGS 1984 - Resolution: 4km
Sources : 1) TAMSAT/TARCAT v2.0 - 2) Vecteurs CSE 2013

1.1.2 Absence de cultures de décrues

Au Nord, le plan d'eau est à la baisse. Cette situation va compromettre la campagne de cultures de décrue notamment dans le département de Podor, de Matam et Kanel. La situation hydrologique est caractérisée par une crue lente et faible sur le bassin du fleuve Sénégal. A Podor, le plan d'eau était à la côte de 2m, 87 le 22 Octobre 2017 à 8 h 00 et ce matin à 8 heures la côte est à 2m, 85 contre 4m, 83 en 2016 à 8 heures. La tendance est à la baisse de 2 cm. Et en rappel, la côte d'alerte à la station de Podor est de 5m. L'absence de crues va compromettre les cultures de décrues au niveau de la vallée du fleuve. A Matam, le plan d'eau a considérablement baissé par rapport au seuil d'alerte ; ce qui compromet pour cette année les cultures de décrue. Nous avons également noté un déficit pluviométrique très important accompagné de longues pauses sèches. Tout cela a affecté le développement des cultures et une baisse des rendements.

1.1.3 Un déficit fourrager très marqué

Dans la zone nord, la situation est marquée par un déficit de fourrage dans les départements de Podor et Matam et l'extrême nord du département de Linguère. Ce déficit est surtout lié à la mauvaise répartition des pluies dans le temps et dans

l'espace. Dans le Dagana et Podor le pâturage et les points d'eau y sont inexistants. Les points d'eau sont bien remplis sur l'axe Matam-Linguère.

1.1.4 Des chocs climatiques récurrents

Ainsi, les départements du Nord du pays (Podor, Linguère) et le centre ouest notamment la région de Diourbel concentrent les surfaces les plus élevées de terres dégradées. La dégradation des terres est presque totale et dépasse la moyenne nationale. Parallèlement, nous avons les départements dont le niveau de dégradation atteint 30% des terres. Il s'agit des départements de Ranérou, de Saint-Louis et de Nioro du Rip principalement.

A l'issue des missions de suivi de la campagne agricole 2017/2018, du CH, il a été identifié des poches qui ont une situation alimentaire et nutritionnelle équitantes. L'analyse de la sécurité alimentaire faite lors de l'atelier du cadre harmonisé de Novembre 2017, a identifié quatre départements en situation de crise. Toutefois, quelques poches déficitaires sont observées dans les départements de Matam, Kanel, Ranerou, Podor et Linguère d'où la nécessité de conduire une évaluation rapide de la situation de la sécurité alimentaire et une collecte des paramètres clés.

1.2 Objectifs de l'étude et résultats attendus

1.2.1 Objectifs de l'étude

L'étude vise globalement à collecter des informations relatives aux paramètres clés dans les ZME où des profils HEA ont été réalisés et à évaluer le niveau d'insécurité alimentaire des ménages en vue d'alimenter le cadre d'analyse des résultats HEA et du cadre harmonisé.

De façon spécifique elle a pour objectifs de :

- Les changements relatifs aux indicateurs associés aux paramètres clés (sources de nourriture et de cash) sont quantifiés par district et par ZME ;
- Les données relatives aux paramètres clés (Prix) sont collectées en fonctions des zones de moyen d'existence ;

- Collecter les facteurs pertinents qui contribuent de manière significative à l'économie des différents types de ménages dans les zones de moyens d'existence où des profils HEA ont été réalisés ;
- Les indicateurs nécessaires à une analyse prévisionnelle de la sécurité alimentaire sont renseignés ;
- Déterminer le taux de l'insécurité alimentaire actuel dans les zones affectées ;
- Déterminer les caractéristiques des ménages en insécurité alimentaire en vue du ciblage ;
- Analyser les différentes stratégies d'adaptation en cours ;
- Apprécier l'évolution attendue de la situation d'insécurité alimentaire ;
- Proposer les types de réponses appropriées en fonction des spécificités de la sécurité alimentaire dans chaque zone ;

1.2.2 Résultats attendus de l'enquête

Les résultats attendus de la présente mission sont :

- ✓ Les taux d'insécurité alimentaire ainsi que les effectifs de personnes correspondant sont connus ;
- ✓ Les caractéristiques socio démographique et les moyens d'existence des ménages en insécurité sont connues ;
- ✓ Une priorisation des zones affectées en termes d'intervention est faite ;
- ✓ Les stratégies d'adaptation des ménages, quand il y a déficit de production, sont connues ;
- ✓ les types de réponses appropriées pour chaque zone sont recommandés
- ✓ Les indicateurs associés aux paramètres clés sont collectés dans les zones de moyens d'existence où des profils HEA ont été réalisés

1.3 Mise en œuvre de l'étude

1.3.1 Partenariat

L'évaluation a été conduite par le PAM en collaboration avec le SECNSA et la participation des structures gouvernementales du SAP (DAPSA, DA, CSA, DIREL, CSE), des ONG et des services décentralisés de l'agriculture (SDDR)

1.3.2 Processus de mise en œuvre

Les différentes étapes pour la mise en œuvre de la mission porteront sur les actions suivantes :

- ✓ Elaboration et validation des TDR et des différents outils méthodologiques (questionnaire ménages et questionnaire communautaire) et de l'application de collecte ;
- ✓ Tenue d'une session d'harmonisation et de maîtrise des supports de l'enquête par les membres de la mission ;
- ✓ Collecte des données sur le terrain avec la participation du GTHEA, des services de l'agriculture et du comité du SAP ;
- ✓ Compilation et traitement des données ;
- ✓ Analyse et rédaction du rapport de l'étude.

1.3.3 Méthodologie de collecte et de traitement des données

La collecte des données relatives aux indicateurs associés aux paramètres clés s'est faite à travers des focus groupes communautaires dans chaque département des zones de moyens d'existence concernées. Les villages qui ont été visités lors de la réalisation des profils ont été choisis pour la collecte des données. A cet effet 7 à 10 informateurs clés ont participé à l'entretien et en fonction de la zone de moyen d'existence. Il est élaboré un guide d'entretien qui a été adapté à chaque zone de moyens d'existence afin de prendre en compte les paramètres clés spécifiques à chaque zone.

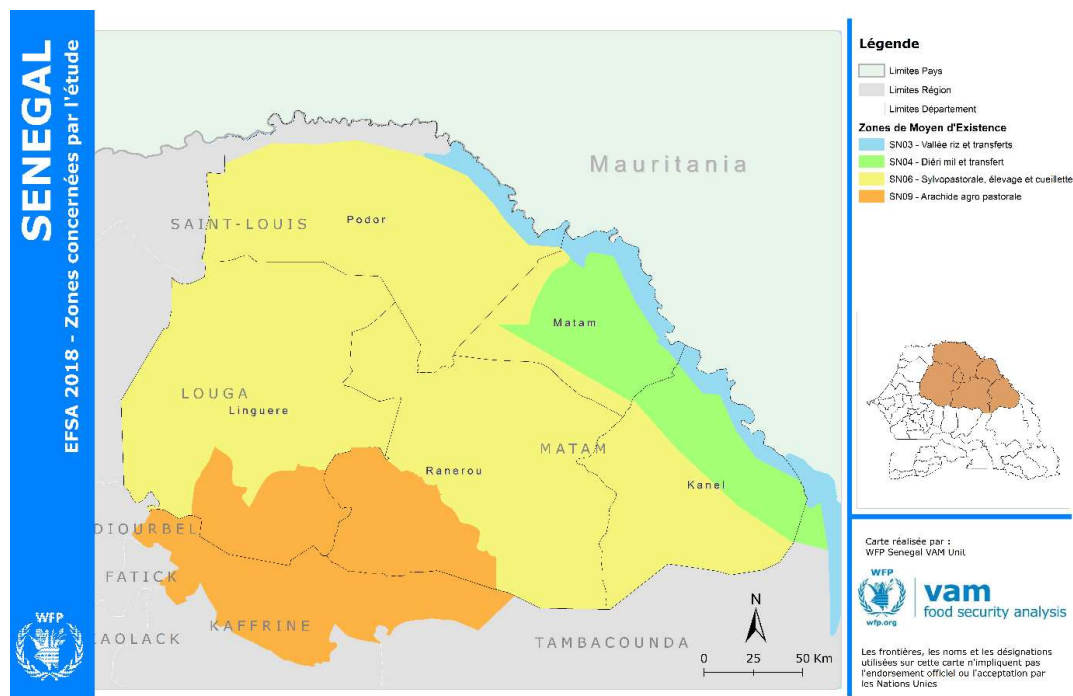
Tableau 1 : Ménages enquêtés par département et par ZME

	Linguère	Matam	Kanel	Ranérou	Podor	Total
SN03 - Vallée riz et transferts	-	236	104	-	196	536
SN04 - Diéri mil et transfert	-	162	175	67	-	404
SN06 - Sylvopastorale, élevage et cueillette	168	-	-	229	165	562
SN09 - Arachide agro pasto rale	119	-	-	48	-	167
Total	287	398	279	344	361	1669

Pour la collecte de données quantitatives sur la sécurité alimentaire, elle a porté sur les trois départements de la région de Matam et sur les départements de Podor et Linguère. La collecte des données a reposé un échantillonnage non probabiliste à deux degrés. Dans chaque département, six (06) collectivités rurales ont fait l'objet de collecte des paramètres clés au travers des focus groups dans chacune

des zones de moyen d'existence présents dans ledit département. Dans chacun des villages, un total de 50 au minimum ménages a été soumis à un court questionnaire sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité. Un total de 1669 ménages a donc ainsi été interviewés.

Carte 2 : Présentation des zones de moyens d'existence de la zone d'étude



Il faut noter que le choix des collectivités dans les départements se fera de sorte à ce que toutes les zones de moyens d'existence de chaque département soient couvertes par l'enquête.

2 Cadre de vie et vulnérabilité économique des ménages

2.1 Cadre de vie des ménages

2.1.1 Statut d'occupation et situation de l'habitat des ménages

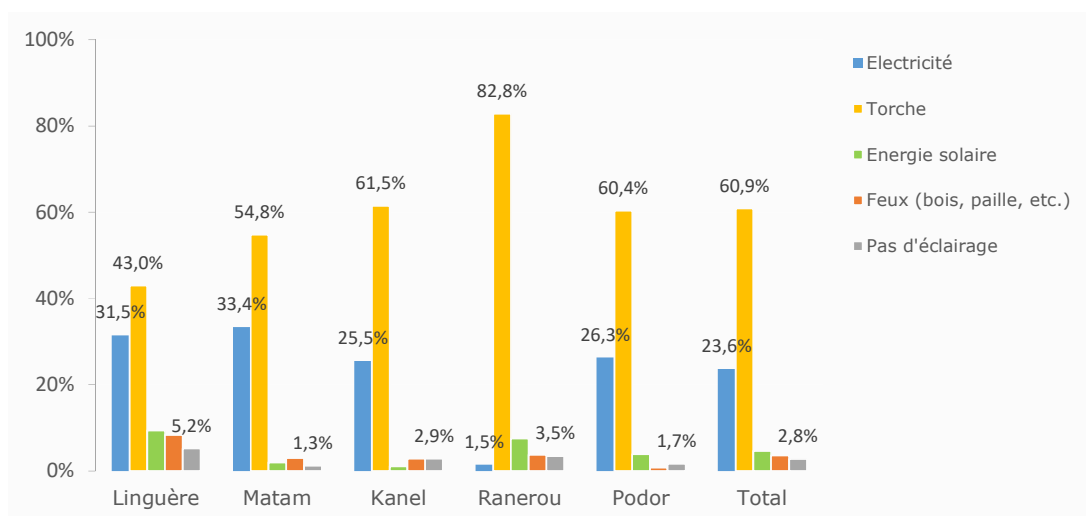
Les deux tiers des ménages sont propriétaires de leurs habitations alors que 26% d'entre eux sont dans des propriétés familiales. Il faut noter que la location d'habitats n'est pas développée dans ces zones. En effet, moins d'un pourcent des ménages vivent en location tandis que très peu sont logés gratuitement. La situation ne diffère significativement pas d'un département à l'autre ou d'une ZME à l'autre.

Plus de la moitié des habitats sont construits en banco ou en pailles et 28% en ciment. Les toitures sont souvent constituées de tôles (52%) ou de chaume (36%) alors que le sol est généralement en terre battue (61%) et en ciment (35%).

2.1.2 Accès à l'électricité et à l'énergie domestique

L'accès à l'électricité est relativement limité dans les ménages. En effet, seuls 24% des ménages ont accès à l'électricité comme première source d'éclairage. D'une manière générale, la lampe torche constitue la première source d'éclairage des ménages. Elle est utilisée par 61% des ménages alors que près de 3% des n'ont accès à aucune source d'éclairage.

Graphique 1 : Principale source d'énergie pour la cuisson et la transformation des aliments

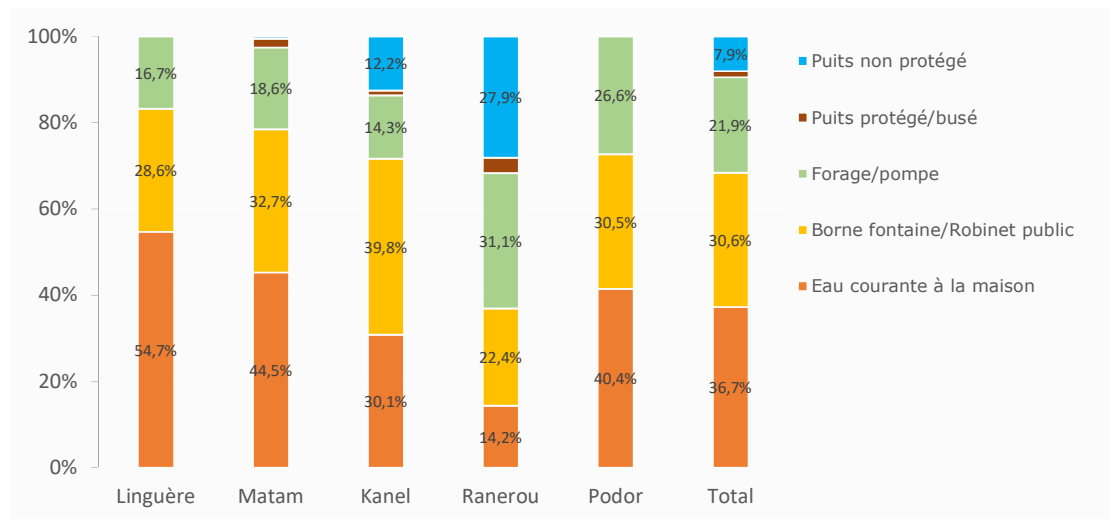


La collecte de bois est la principale source pourvoyeuse d'énergie domestique, utilisée pour la cuisson et la transformation des aliments des ménages. En effet, plus des deux tiers des ménages ont recours au bois collecté comme source d'énergie domestiques. A défaut du bois collecté, les ménages achètent ce bois au marché si bien que 93% des ménages dépendent du bois pour la cuisson et la transformation des aliments. Le charbon de bois est très peu utilisé (6%) alors que l'utilisation des autres sources telles que le gaz, l'électricité etc. est négligeable.

2.1.3 Accès à l'eau potable et assainissement par départements

D'une manière générale, plus du tiers des ménages disposent de l'eau courante à la maison. L'autre tiers a plutôt recours à a borne fontaine ou à un robinet public dans le village ou à proximité. L'utilisation des forages est relativement importante avec 22% des ménages qui y recourent essentiellement pour leurs besoins en eau.

Graphique 2 : Principale source d'approvisionnement en eau potable des ménages



Une analyse comparative permet de déceler que le département de Linguère est le mieux pourvu en termes d'accès à l'eau potable. En effet, plus de la moitié des ménages (55%) y possèdent un robinet d'eau courante dans leurs maisons. Ce chiffre est plus faible dans les départements de Matam (45%), Podor (40%), Kanel (30%) et surtout à Ranerou où seulement 14% des ménages disposent d'un robinet fonctionnel dans leur maison. Dans ce dernier département, on note le plus important taux de ménages qui sont recourus à des puits non protégés (28%). Cette

situation pourrait être la cause de plusieurs maladies et pourrait contribuer à une dégradation de l'état nutritionnel des ménages du département.

En cas de faible accès à une eau potable, les ménages ont essentiellement recours au filtrage et à l'eau de javel pour traiter cette eau.

2.1.4 Actifs du ménage et indice de richesse non monétaire

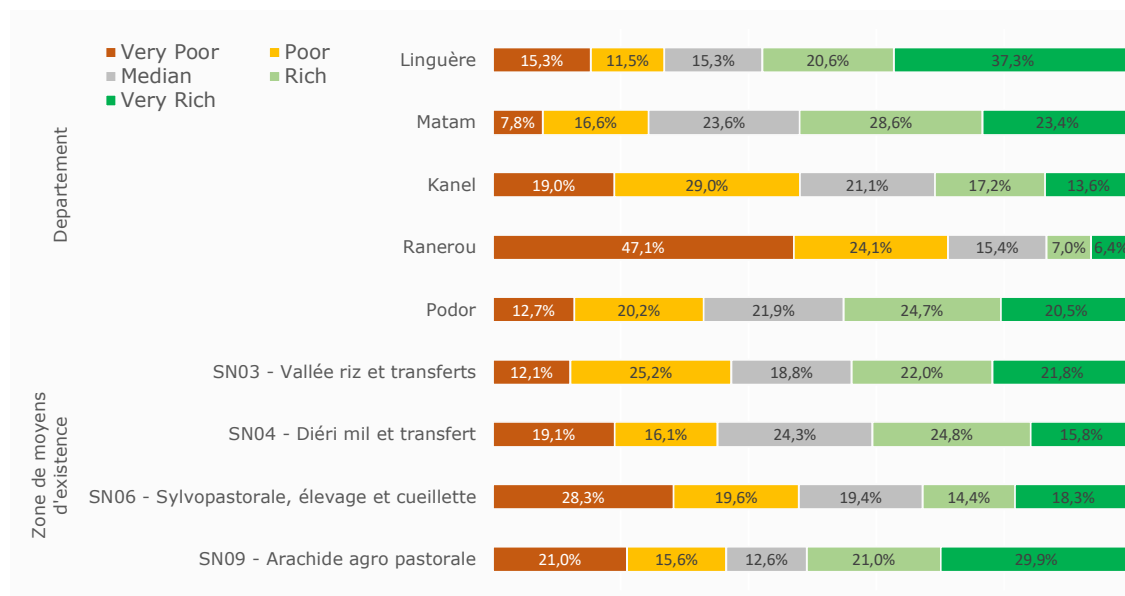
Les actifs possédés par le ménage donnent une information sur leur niveau de bien-être. En effet, en milieu rural, le bien être des ménages ne peut être mesuré que par la richesse monétaire. Un ménage peut disposer de terres, bétail, matériel agricole, moyens de locomotion etc. peut être considéré comme nanti sans posséder suffisamment d'argent liquide ou de compte bancaire. Au regard des actifs possédés par le ménage, l'indice de bien être est calculé par la projection sur le premier axe des coordonnées factorielles des ménages issues d'une analyse en composantes principales. Les ménages sont ensuite classés dans 5 groupes suivant les quintiles de l'indice de richesse.

Les actifs retenus dans la constitution de l'indice de richesse sont ceux dont le pourcentage de possession par les ménages est compris entre 5% et 95%, intégrant les caractéristiques de l'habitat étudiées dans la section précédente. Une analyse en composantes principales permet ensuite de discriminer les différents groupes de richesse après la projection des individus sur le premier axe principal.

La figure 3 montre la répartition des ménages dans les groupes de richesse suivant les départements et les ZME. On remarque ainsi que la proportion de ménages très pauvres et pauvres est plus grande dans le département de Ranérou (71%) et dans le département de Kanel (48%), zones pastorales par excellence. La zone de moyens d'existence sylvopastorale, élevage et cueillette (SN06) présente égerment le plus fort taux de très pauvres et de pauvres qui y constituent une proportion de 48%.

Le département de Linguère ainsi que la ZME arachide agropastorale (SN09) présentent les taux les plus élevés de ménages riches et très riches. Le département de Linguère en effet comporte 58% de ménages riches et très riches. Cette proportion est de 51% dans la zone SN09.

Graphique 3 : Indice de richesse non monétaire des ménages



2.2 Revenus, endettement et dépenses

2.2.1 Sources de revenu des ménages

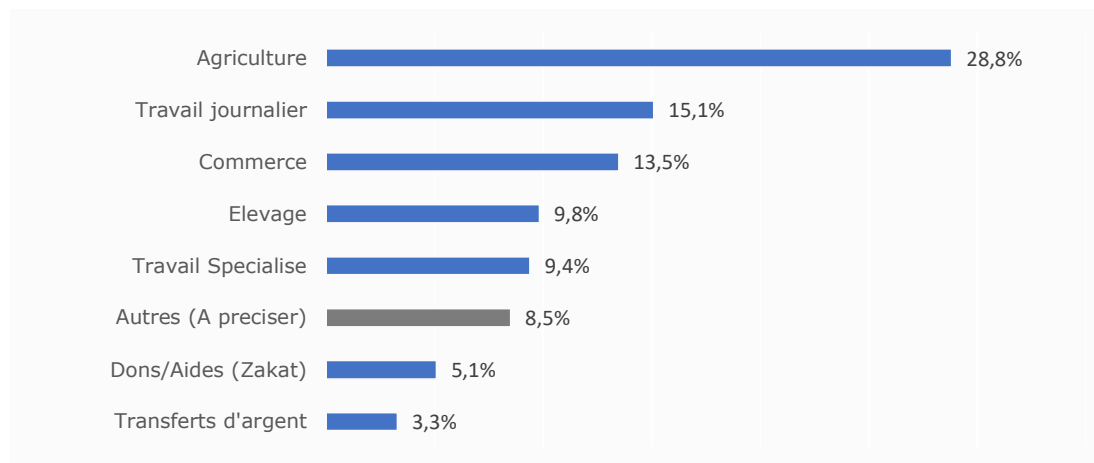
L'agriculture constitue la première source de revenu des ménages. En effet, 29% des ménages y tirent leurs revenus. Cette agriculture est plus importante chez les ménages du département de Matam où elle constitue la principale source de revenu de 35% des ménages. Le département de Kanel présente également 29% des ménages dont l'agriculture est la principale source de revenu. Cette agriculture se pratique généralement aux abords du fleuve Sénégal.

La seconde source de revenus est le travail journalier de certains chefs de ménage. D'une manière générale, 15% des ménages tirent leurs revenus du travail journalier. Cette situation s'avère délicate pour les ménages dans la mesure où le membre du ménage effectuant le travail journalier pourrait se voir ne proposer aucun travail durant plusieurs jours, ce qui entrave ainsi l'accès aux denrées alimentaires. Cette situation est plus accentuée pour les ménages non agricoles et aussi en cas d'épuisement des stocks alimentaire.

L'élevage constitue la principale source de revenu de 10% des ménages. Ce chiffre est plus élevé dans les départements de Podor (16%) et de Ranerou (14%). La relative faiblesse de l'élevage dans cette zone réputée pastorale est

essentiellement lié au à la transhumance précoce des ménages pastoraux à la recherche de pâturages.

Graphique 4 : Principale source de revenu des ménages



D'une manière générale, les deux tiers des ménages n'ont qu'une seule source de revenu stable. Cette situation varie pas significativement d'un département à l'autre. On note par ailleurs que le quart des ménages de la zone possèdent deux sources de revenus tandis que moins de 4% des ménages ont plus de deux sources de revenu stables. Il est important de signaler qu'un peu plus de 5% des ménages ne disposent d'aucune source de revenu stable.

Tableau 2 : Nombre de sources de revenu des ménages

	Aucune Source	Une seule source	Deux Sources	Plus de Deux sources
Linguère	3.1%	67.9%	23.7%	5.2%
Matam	5.8%	66.6%	23.1%	4.5%
Kanel	6.5%	59.1%	29.4%	5.0%
Ranerou	2.3%	65.7%	29.9%	2.0%
Podor	8.3%	70.1%	19.4%	2.2%
Total	5.3%	66.1%	24.9%	3.7%

2.2.2 Modèle de dépenses

La consommation alimentaire représente près des trois quarts des dépenses totales des ménages, suivi par les dépenses en santé et en éducation qui représentent respectivement 10% et 7% des dépenses totales des ménages. Cette

situation est significativement là même dans chaque département ayant fait l'objet de l'étude.

Ces résultats révèlent une forte vulnérabilité économique des ménages dans la mesure où ces derniers risquent de ne plus avoir suffisamment de revenus pour accéder aux aliments en cas choc (perte d'une source de revenu par exemple) pouvant provoquer une baisse de leur revenu.

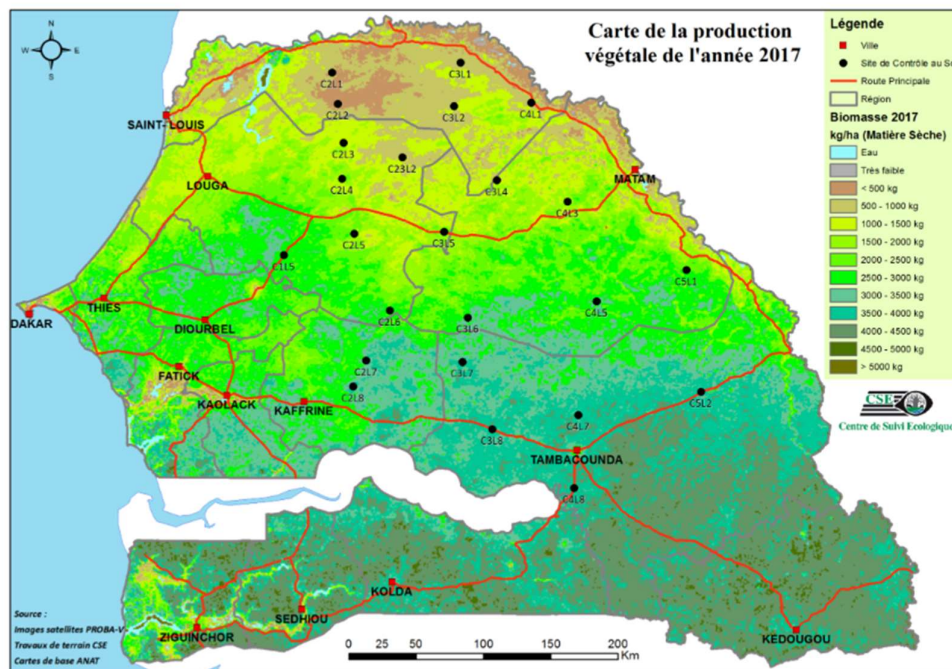
Tableau 3 : Analyse du modèle de dépenses des ménages (En %)

	Alimentation	Education	Santé	Transport	Communication	Autres
Linguère	72.03	6.84	9.18	4.26	3.26	4.43
Matam	71.91	6.47	10.62	3.80	3.46	3.74
Kanel	74.75	6.75	8.72	3.18	3.12	3.47
Ranerou	75.49	5.36	9.21	3.31	3.53	3.11
Podor	69.24	9.60	11.17	3.70	3.65	2.63
Total	72.57	7.03	9.88	3.65	3.43	3.44

3 Production agricole et élevage

La campagne agropastorale se caractérise au nord par un important déficit fourrager et des pertes de production du fait du stress hydrique observés. En Effet, sur les cinq départements concernés, les paysans estiment que les principales céréales sont affectées par la mauvaise répartition spatio-temporelle des pluies, les oiseaux granivores et la faible de l'onde de crue. Cette situation explique la faible disponibilité des stocks de céréales au niveau des ménages. Plus de 55% des stock de céréales sont été épuisé un mois après les récoltes ; seul 6% des stocks peuvent couvrir six mois et plus. La situation des stocks est similaire dans les départements.

Pour ce qui est de la production végétale, la carte ci-dessous montre clairement le déficit fourrager dans la zone pastorale qui correspond au département de Podor, le Nord de Linguère et dans une moindre mesure les départements de Ranérou, de Matam et de Kanel. De fait la transhumance a eu lieu très tôt cette année. La faible disponibilité des pâturages accentue ainsi la vulnérabilité des ménages pauvres du fait notamment de la dégradation des terres et de l'échec des échanges.



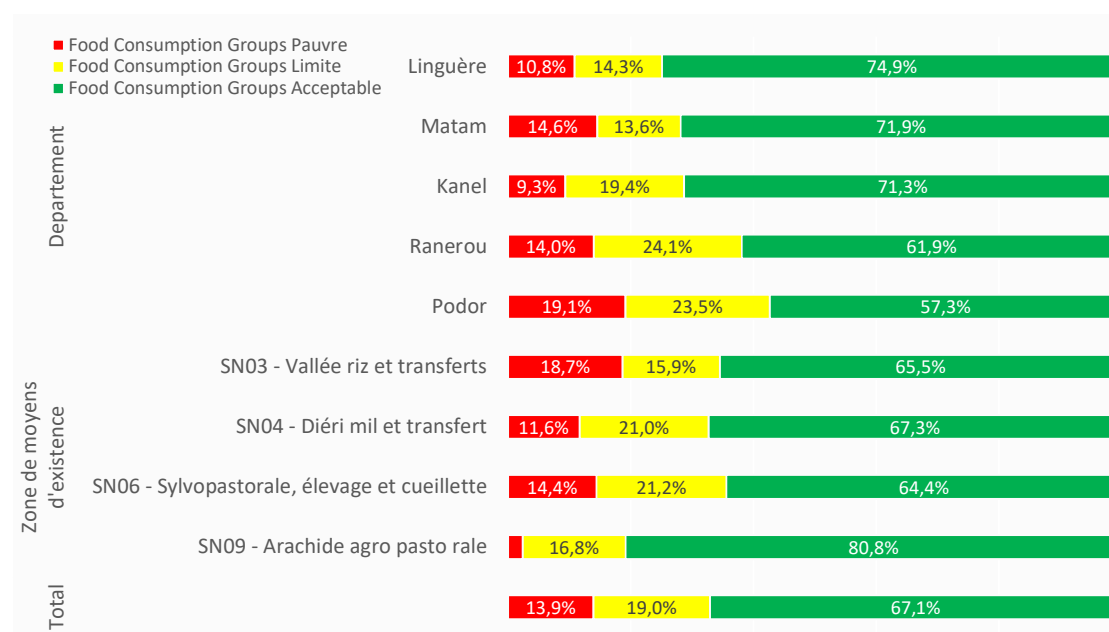
4 Consommation alimentaire des ménages

4.1 Score de consommation alimentaire

Le score de consommation alimentaire permet d'évaluer la fréquence et la diversité des aliments consommés par les ménages pendant la semaine précédant l'enquête. Il donne ainsi une information sur l'apport nutritionnel reçu par les ménages.

D'une manière générale, la consommation alimentaire est jugée acceptable auprès de 67% des ménages au Nord Sénégal. La précarité de la consommation alimentaire est constatée chez 33% des ménages dont 14% ont une consommation alimentaire pauvre et 19% possédant une consommation alimentaire limite.

Graphique 5 : Groupes de consommation alimentaire des ménages par départements et par ZME

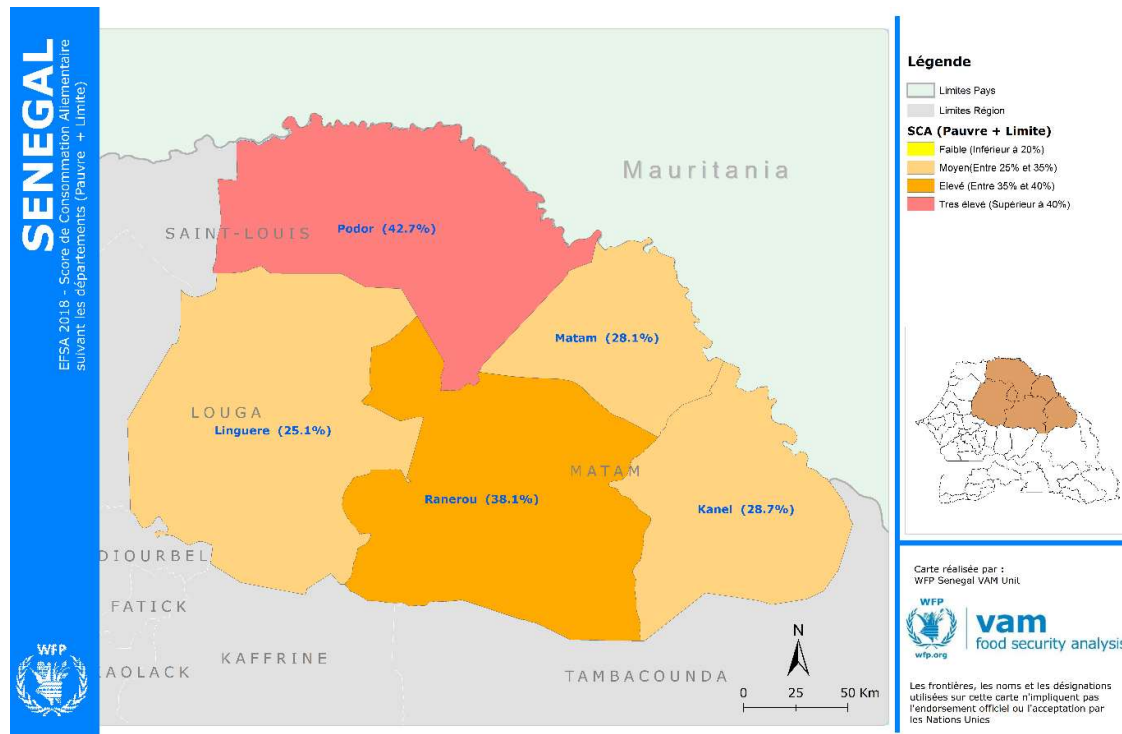


Les départements de Podor et Ranérou comptent les plus forts taux de consommation alimentaire précaire. En effet, près de 20% des ménages de Podor ont une consommation alimentaire pauvre et ce chiffre est de 14% dans le département de Ranérou. La consommation alimentaire limite se retrouve chez 24% des ménages du département de Podor et 24% des ménages de Ranérou.

Du point de vue des ZME, la consommation alimentaire est plus préoccupante dans les zones de moyen d'existence SN06 (sylvopastorale, élevage et cueillette) et SN03 (vallée, riz et transferts). Dans la zone SN06, 14% des ménages ont une consommation alimentaire pauvre et 21% ont une CA limite. Dans la vallée du fleuve (SN03), 19% des ménages ont une CA pauvre et 16% ont une CA limite.

Le pourcentage de ménage ayant une CA pauvre ou limite est donc plus élevée dans le département de Podor avec 43% des ménages. Ce chiffre est de 38% dans le Ranérou, 29% dans le Kanel. Le département de Matam comporte 28% des ménages avec une CA pauvre ou limite contre 25% dans le département de Linguère.

Carte 3 : Consommation alimentaire des ménages selon les départements

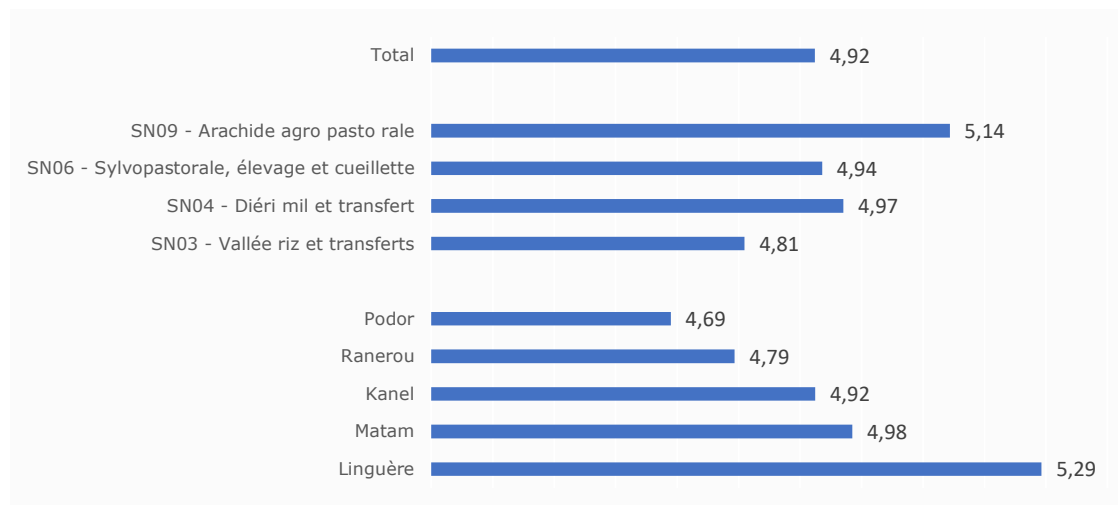


4.2 Diversité alimentaire et régime alimentaire des ménages

Le score de diversité alimentaire est la moyenne du nombre de groupes d'aliments consommés par les ménages pendant la semaine précédant l'enquête. Il renseigne ainsi sur la diversité de l'alimentation des ménages. En général, les ménages enquêtés diversifient assez leur alimentation. En effet, les ménages consomment en moyenne près de 5 groupes d'aliments. La diversité est plus importante dans

le département de Linguère (5.3) et dans la zone SN03 (Arachide Agropastorale) où le score de diversité alimentaire est de 5.1.

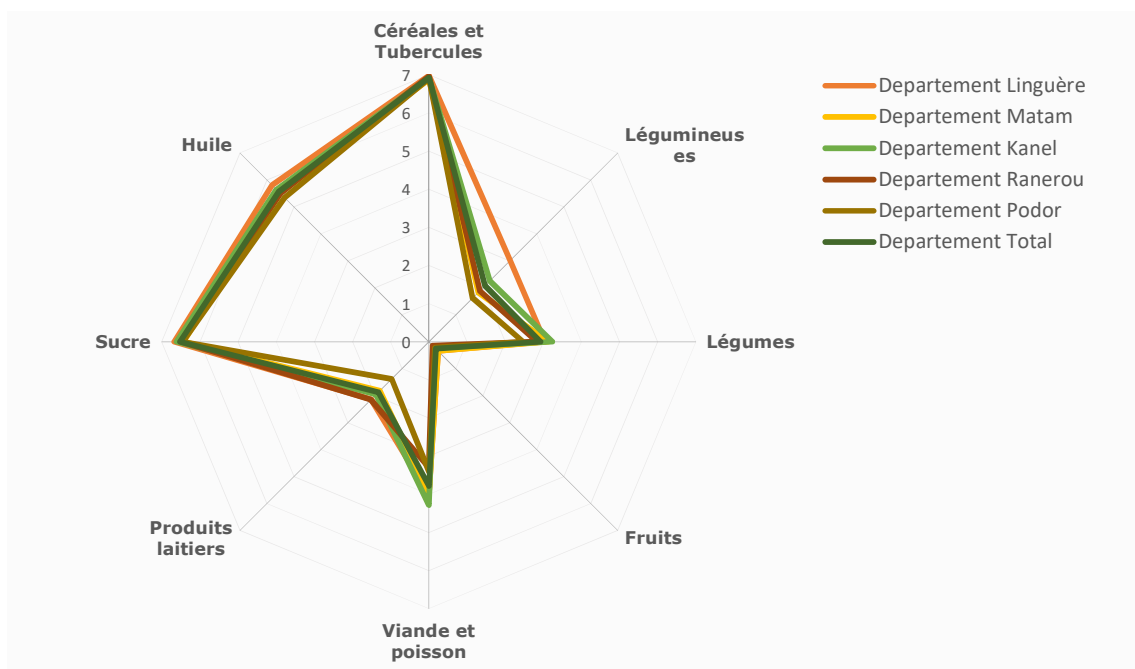
Graphique 6 : Score de diversité alimentaire des ménages selon les départements et les ZME



L'analyse du régime alimentaire ne montre pas de différences significatives dans les habitudes alimentaires dans les cinq départements. Les céréales/tubercules, l'huile et le sucre sont très consommées dans le nord du pays. La viande/Poisson, les légumes, légumineuses et produits laitiers sont consommés dans une moindre mesure.

Cette situation pourrait expliquer la relative faiblesse de la consommation alimentaire dans ces départements du fait de la non consommation fréquente d'aliments riches en protéines animales.

Graphique 7 : Analyse du régime alimentaire des ménages selon les départements

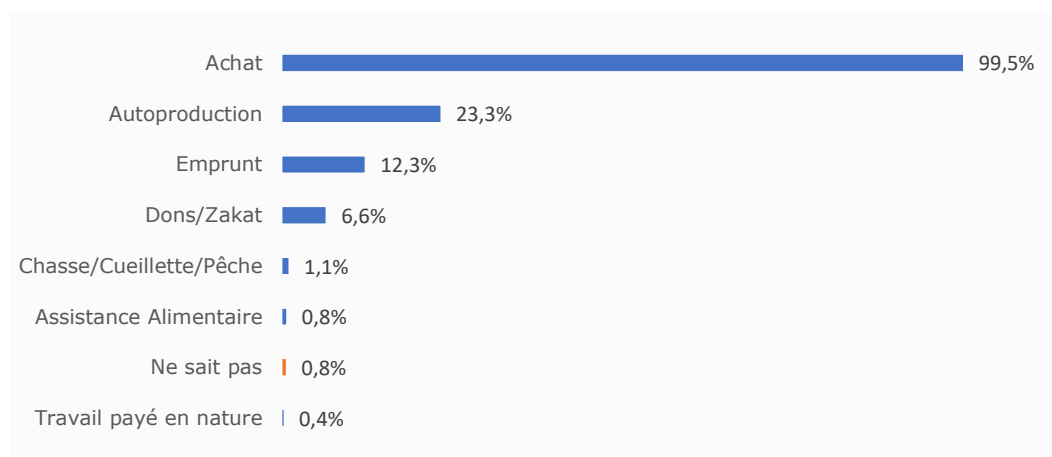


4.3 Source des aliments consommés

Les aliments consommés proviennent principalement des marchés. Il faut noter que la consommation d'aliments auto produits ne constitue que 23% de l'approvisionnement. Ce faible taux pourrait s'expliquer par une situation particulièrement difficile dans le nord du fait du manque de pluies durant la campagne 2016/17.

L'emprunt, les dons, la chasse et l'assistance alimentaire constituent d'autres sources de nourriture dans la zone.

Graphique 8 : Principales sources des aliments consommés par les ménages



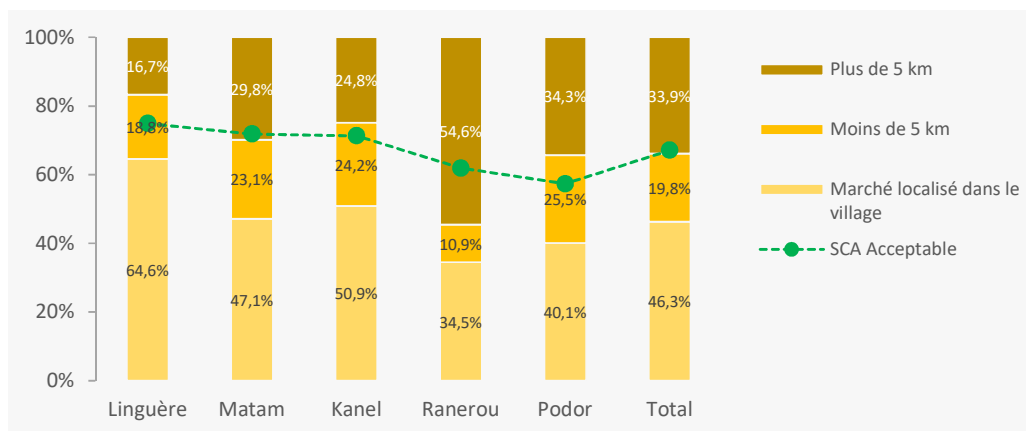
5 Situation des marchés

5.1 Disponibilité alimentaires et accès aux marchés

La section précédente a montré que les marchés sont la principale source d’approvisionnement d’aliments pour la consommation des ménages. En effet, près de 100% des aliments sont achetés sur les marchés tandis que l’autoproduction ne représente que le quart des origines des aliments.

L’analyse montre par ailleurs que la consommation alimentaire des ménages est dans une certaine mesure influencée par l’accès aux marchés. En effet, le pourcentage de ménages ayant une consommation alimentaire acceptable augmente à mesure que les marchés sont proches des ménages.

Graphique 9 : Accès aux marchés et consommation alimentaire



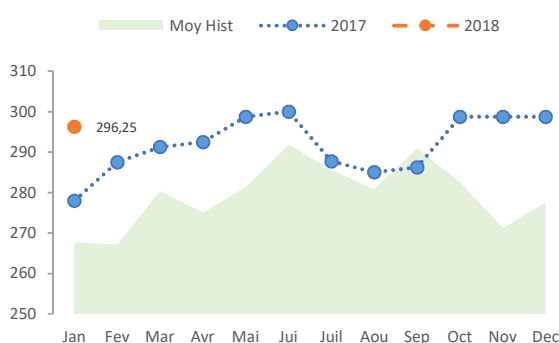
Cette proximité des marchés est cependant différente d’un département à l’autre. En effet, les deux tiers des ménages dans le département de Linguère possèdent un marché (généralement hebdomadaire – louma) dans le village. Ce chiffre est de 51% dans le département de Kanel, 47% dans le département de Matam et seulement de 35% à Ranerou. Dans ce dernier département, 56% des ménages doivent parcourir plus de 5 kilomètres pour acquérir leurs denrées alimentaires de base. L’approvisionnement en céréales est cependant jugé acceptable par les ménages.

5.2 Analyse tendancielle des prix

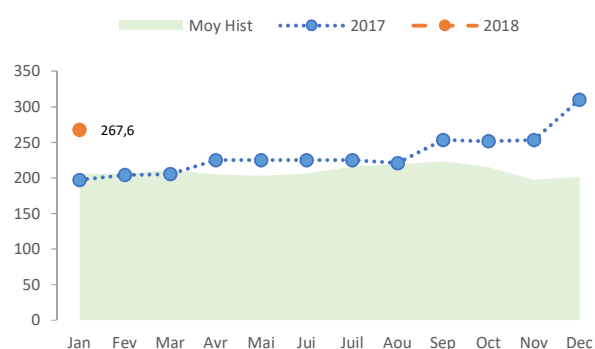
D'une manière générale, les marchés sont assez tendus dans le nord du pays. En effet, depuis 2017 les prix des céréales de base (mil, maïs, riz et sorgho) sont généralement en hausse par la moyenne historique 2007-2016.

Cette tendance haussière des prix qui s'est poursuivie en janvier 2018 pourrait connaître une éventuelle baisse pendant les prochains mois du fait de l'abondance de l'offre sur les marchés à la fin de la campagne agricole 2016/17⁵.

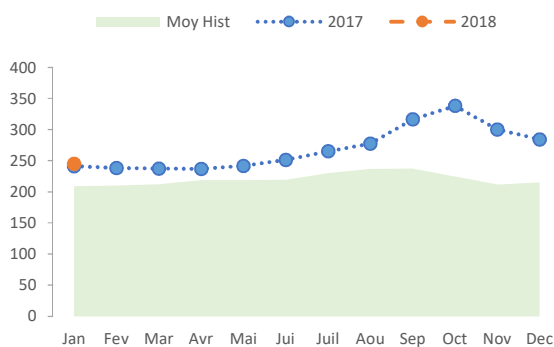
Graphique 10 : Prix moyen du Riz dans la région de St-Louis



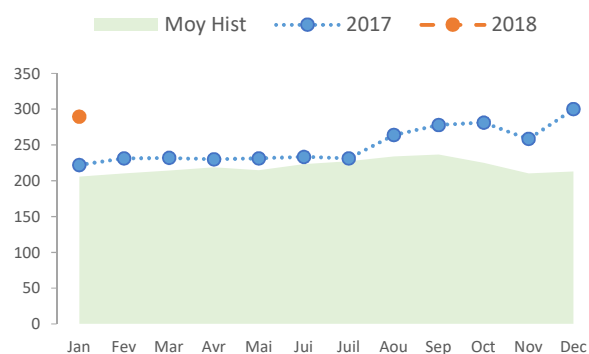
Graphique 11 : Prix moyen du Maïs dans la région de Matam



Graphique 12 : Prix moyen du Mil dans le nord du Sénégal



Graphique 13 : Prix moyen du Sorgho dans le nord du Sénégal

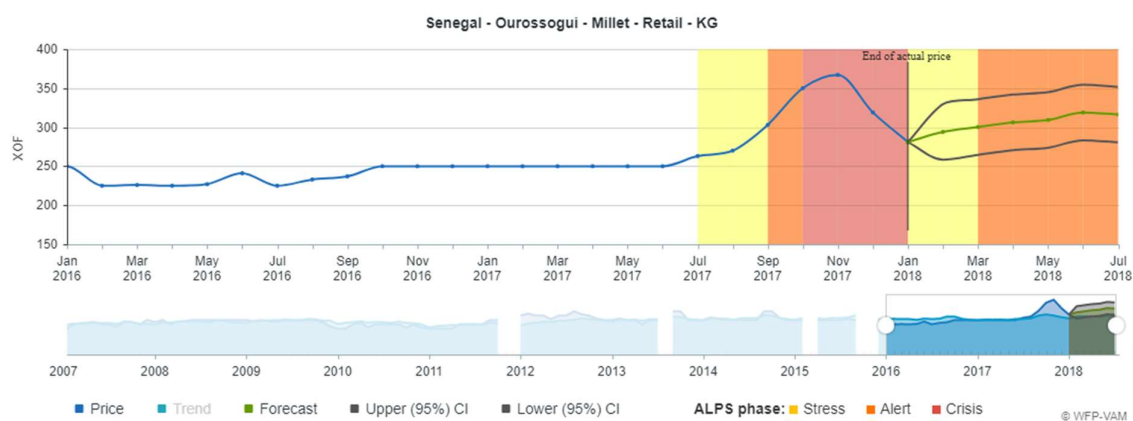
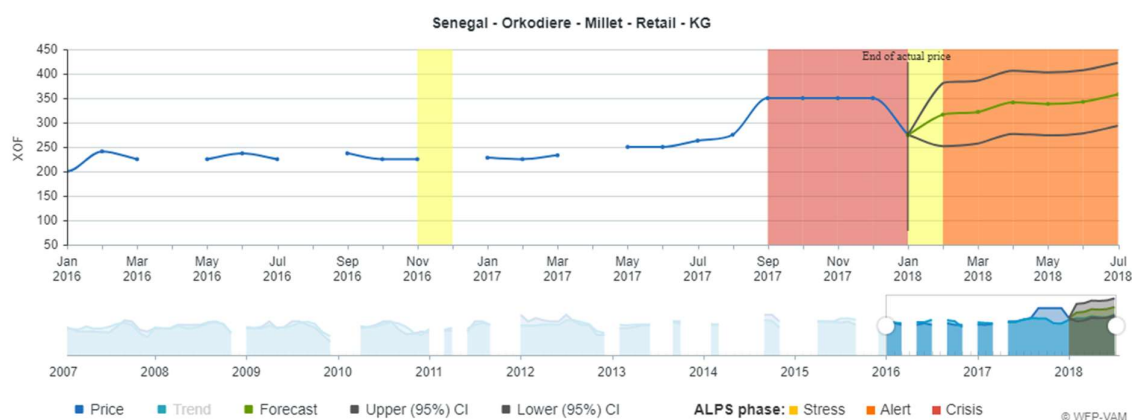


L'indicateur d'alerte des prix (ALPS) permet de mettre en évidence des prix anormalement élevés par rapport à la tendance historique. ALPS permet ainsi pour chaque marché de savoir quelles denrées ont des prix anormaux. ALPS permet

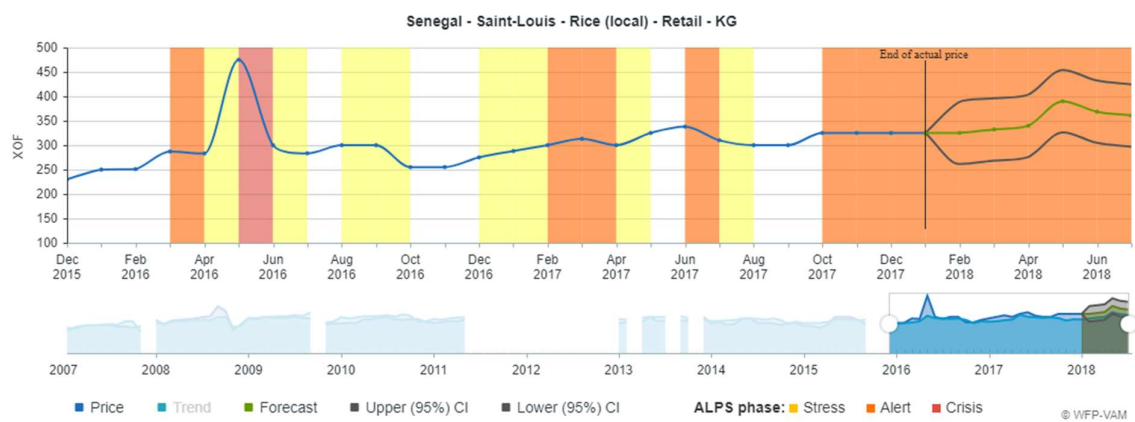
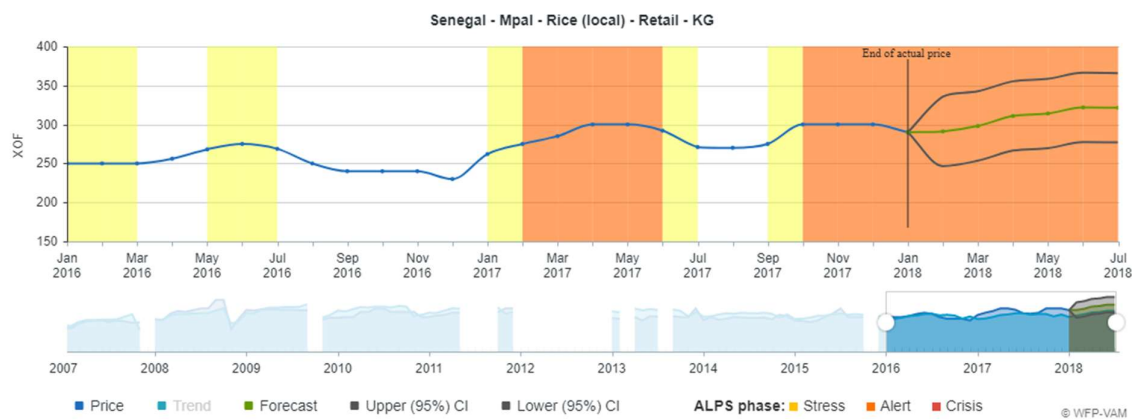
⁵ Bulletin d'information sur les marchés PAM/CSA de janvier 2018.

entre autres de détecter la sévérité de ces hausses de prix en classant les niveaux de sévérité en quatre groupes (normal, stress, alerte et crise).

L'indicateur montre des niveaux de crise pour le mil dans le marché d'Orkodié et d'Ourossogui où s'approvisionnent principalement les ménages de Matam, de Kanel et dans une certaine mesure les ménages de Ranérou. Les niveaux d'alerte sont détectés pour le riz dans les marchés de Mpal et de Saint-Louis qui constituent les principaux pôles d'approvisionnement du grand nord.



Les prévisions basées sur les méthodes ARMA ou ARIMA montrent que ces marchés passeront en situation de stress durant les prochains mois. Malgré la baisse des prix, les marchés resteront relativement tendus jusqu'à la soudure où ces prix connaîtront probablement des hausses du fait de la diminution des quantités offertes.



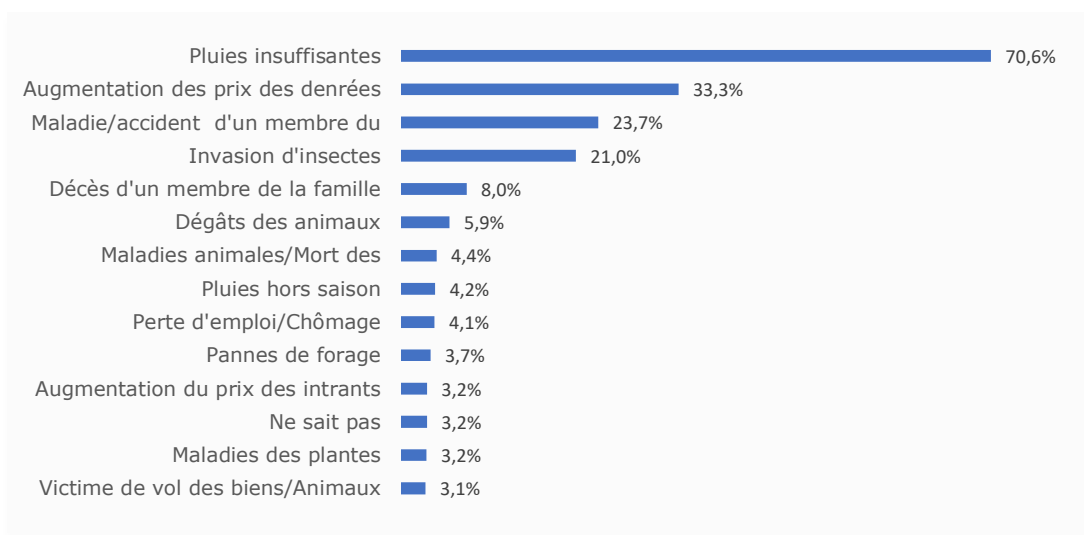
6 Chocs et stratégies d'adaptation

6.1 Les chocs subis par les ménages

La situation particulière de sécheresse au nord du Sénégal a fortement impacté le vécu des ménages. Ainsi, le manque de pluies et le principal choc auquel a été confronté la plupart des ménages au Nord. Ceci a eu pour impact une forte baisse de la production agricole cette année.

A cette situation s'est ajoutée une augmentation des prix des denrées de première nécessité. En effet, le tiers des ménages ont été affectés par la hausse des prix sur les marchés. Les maladies de membres de la famille et l'invasion des insectes constituent d'autres difficultés rencontrées par les ménages.

Graphique 14 : Principaux chocs subis par les ménages



6.2 Stratégies d'adaptation alimentaires

Face aux difficultés décrites ci-dessus, les ménages développent certaines stratégies leur permettant d'assurer un certain niveau de consommation alimentaire nécessaire pour leur subsistance. Ces stratégies sont de deux ordres : les stratégies d'adaptation alimentaires et les stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence.

Pour ce qui est des stratégies alimentaires, l'analyse montre que 85% des ménages sont poussés à consommer des aliments moins appréciés et moins coûteux, les trois quarts des ménages ont dû emprunter des aliments pour subvenir à leurs besoins. La réduction des quantités préparées (50%), la réduction des doses des adultes au profit des enfants (41%) et la réduction des repas journaliers (46%) sont d'autres stratégies mises en œuvre au niveau des ménages pour faire face aux chocs et assurer une certaine consommation alimentaire.

Tableau 4 : Mise en œuvre des stratégies d'adaptation alimentaires

Stratégies	Pondération	Pourcentage
Consommer des aliments moins appréciés et moins coûteux	1	84.5%
Emprunter des aliments ou compter sur l'aide des amis, des voisins ou des parents (y compris à travers une augmentation des transferts issus de la migration)	1	74.8%
Réduire la quantité de nourriture lors de la préparation des repas	2	50.2%
Réduire les quantités consommées par les adultes/mères au profit des enfants	3	41.3%
Réduire le nombre de repas journaliers (sauter 1 ou 2 repas dans la journée)	1	45.8%

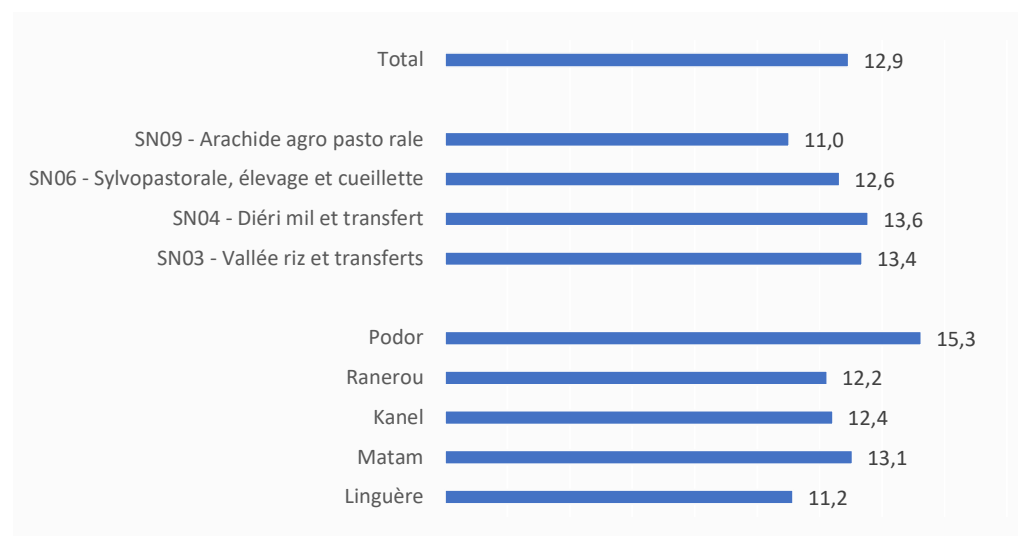
L'ensemble de ces cinq stratégies alimentaires permettent de calculer l'indice réduit des stratégies d'adaptation qui mesure le niveau jusqu'où un ménage se débat pour survivre dans une situation de vulnérabilité. Ainsi, un indice élevé montre un fort niveau de vulnérabilité du ménage.

L'analyse montre que ce sont dans les départements de Podor (15.3) et Matam (13.1) que les ménages ont le plus recours aux stratégies d'adaptation pour faire face à un besoin de nourriture. Toutefois, cet indice reste élevé dans la zone (12.9) montrant ainsi un niveau général de vulnérabilité élevé dans le nord du pays.

Les zones de moyens d'existence SN03 (vallée, riz et transferts) et SN04 (Diéri, Mil et transferts) présentent les indices de stratégies d'adaptation les plus élevés avec des valeurs respectives de 13.4 et 13.6.

Cette situation pourrait s'expliquer par la baisse des transferts issus de l'extérieur ces dernières années et l'absence d'activités culturelles dans la vallée du fleuve Sénégal particulièrement cette année où le fleuve n'a pas débordé ne permettant pas ainsi les cultures de décrues.

Graphique 15 : Indice réduit des stratégies d'adaptation selon les départements et les ZME



6.3 Stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence

En dehors des stratégies d'adaptation alimentaires, les ménages mettent en œuvre des stratégies basées sur les moyens d'existence pour faire face à un manque de nourriture ou d'argent pour en acheter. Ces stratégies touchent les actifs des ménages et pourraient dégrader ces actifs selon la sévérité de la stratégie mise en œuvre. Ainsi, ces stratégies sont classées en quatre catégories (neutre, stress, crise et urgence) selon le niveau jusqu'où les moyens d'existence des ménages sont menacés.

Le tableau 5 présente l'ensemble des stratégies mises en œuvres par les ménages ainsi que leurs sévérités respectives dans le nord du Sénégal. On note ainsi que près de la moitié des ménages ont recours à l'emprunt d'argent et que plus de 30% des ménages sont obligés de vendre plus d'animaux que d'habitude afin de faire face au manque de nourriture. D'autres ménages sont obligés de vendre des biens productifs ou matériels agricoles (5%) ou encore diminuer les dépenses de santé et d'éducation (5%).

La vente des femelles reproductrices (3%), le recours à la mendicité (4%) et la vente de terres agricoles (moins d'1%) qui sont des stratégies d'urgence ont dues être pratiquées par quelques ménages dans un besoin extrême de nourriture.

Tableau 5 : Mise en œuvre des stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence

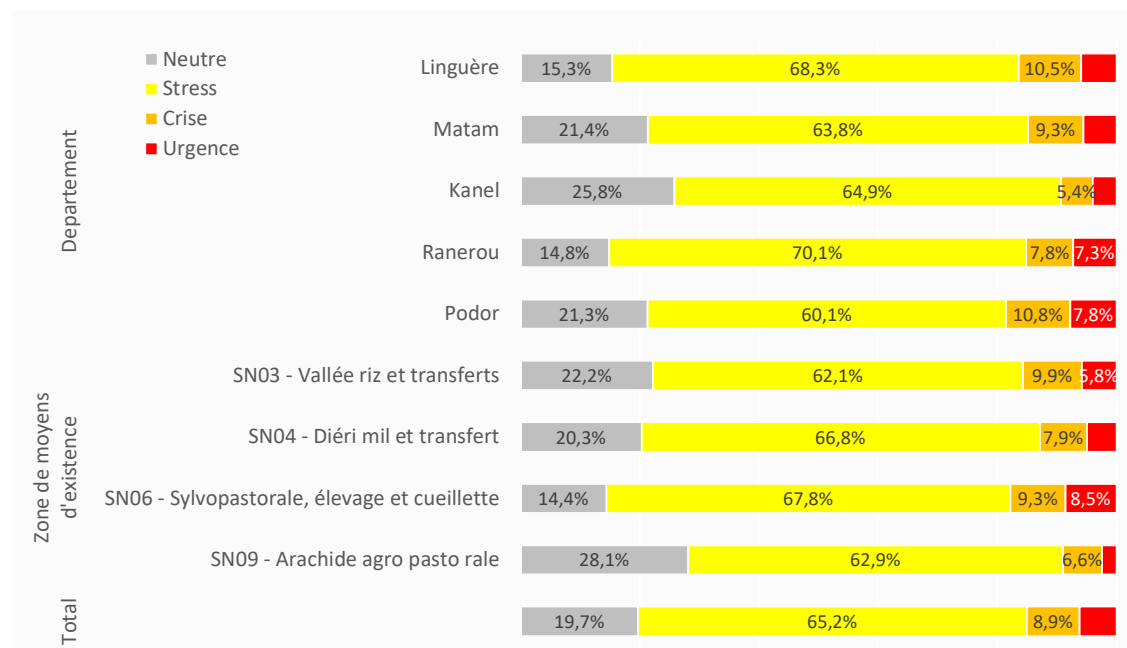
Envoyer des membres du ménage en migration de travail (neutre)	32.5%
Chercher des activités alternatives ou additionnelles (neutre)	58.6%
Vendre des équipements ménagers / des bijoux/des habits (stress)	13.4%
Vendre plus d'animaux que d'habitude (stress)	30.5%
Utiliser l'épargne/les économies (stress)	13.1%
Emprunter de l'argent (stress)	49.7%
Vendre les biens productifs (matériels agricoles, terre, etc.) (crise)	4.9%
Réduire les dépenses de santé et d'éducation (crise)	5.3%
Retirer les enfants de l'école (crise)	2.1%
Vendre les dernières femelles reproductrices (urgence)	3.0%
Recours à la mendicité directe ou déguisée (urgence)	4.3%
Vendre des terres agricoles ou maison (urgence)	0.2%

L'indice des stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence montre que les actifs des ménages sont fragilisés d'une manière générale. En effet, 65% des ménages dans le nord Sénégal mettent en œuvre des stratégies de stress. Les stratégies de crises sont mises en œuvre par 9% des ménages alors que 6% des ménages pratiquent des stratégies d'urgence, pouvant détruire leurs moyens d'existence.

L'analyse ne révèle pas de disparités significatives selon les départements et les zones de moyens d'existence. Il faut cependant noter que dans le département de Kanel et dans la zone SN09 (Arachide Agropastorale), les moyens d'existence sont les mieux protégées car les un pourcentage plus important n'y développent pas de stratégies d'adaptation négatives.

Les moyens d'existence sont plus menacés dans le département de Podor et dans la zone SN06 (Sylvopastorale, élevage et cueillette).

Graphique 16 : Indice des stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence



7 Prévalence de l'insécurité alimentaire

7.1 Prévalence de l'insécurité alimentaire des ménages

Au nord Sénégal, 30% des ménages sont en insécurité alimentaire (8% en situation sévère et 22% en situation modérée). Environ 58% des ménages sont en situation de sécurité alimentaire marginale et 12% en sécurité alimentaire.

Tableau 6 : Tableau de compte rendu CARI

Domaine		Indicateur	Sécurité Alimentaire	Sécurité alimentaire marginale	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
Statut actuel	Consommation Alimentaire	Score de consommation alimentaire	<i>Acceptable</i>		<i>Limite</i>	<i>Pauvre</i>
			67.1%		19.0%	13.9%
Capacité de survie	Vulnérabilité Economique	Part des dépenses alimentaires	<i>Part <50%</i>	50% - 65%	65% - 75%	<i>Part >75%</i>
			18.0%	14.6%	22.6%	44.7%
Capacité de survie	Epuisement des actifs	Stratégie de survie basée sur les moyens de subsistance	<i>Neutre</i>	<i>Stress</i>	<i>Crise</i>	<i>Urgence</i>
			19.7%	65.2%	8.9%	6.2%
Indice d'insécurité alimentaire			12.52%	57.58%	21.81%	8.09%

Caractéristiques des ménages en insécurité alimentaire sévère (8%) : Ces ménages ont une consommation alimentaire très déficiente ou ils connaissent une perte très importante de leurs moyens de subsistance qui va conduire à des déficits importants dans leur consommation alimentaire. Parmi ces ménages 24 pourcent ont utilisé des stratégies de crise et 76 pourcent ont eu recours à des stratégies d'urgence au cours des 30 derniers jours précédant la collecte des données. Chez ces ménages, 70% consacrent une part élevée de leurs dépenses à l'alimentation.

Caractéristiques des ménages en insécurité alimentaire modérée (22%). Ces ménages ont une consommation alimentaire inadéquate ou ne peuvent satisfaire leurs besoins alimentaires minimaux sans recourir à des stratégies d'adaptation. Environ 16% de ces ménages ont recours à des stratégies de crise

et 64% ont eu recours à des stratégies de stress pour pourvoir à leur besoin d'alimentation. Plus de la moitié d'entre eux (52%) consacrent 75% ou plus de leur budget à l'alimentation.

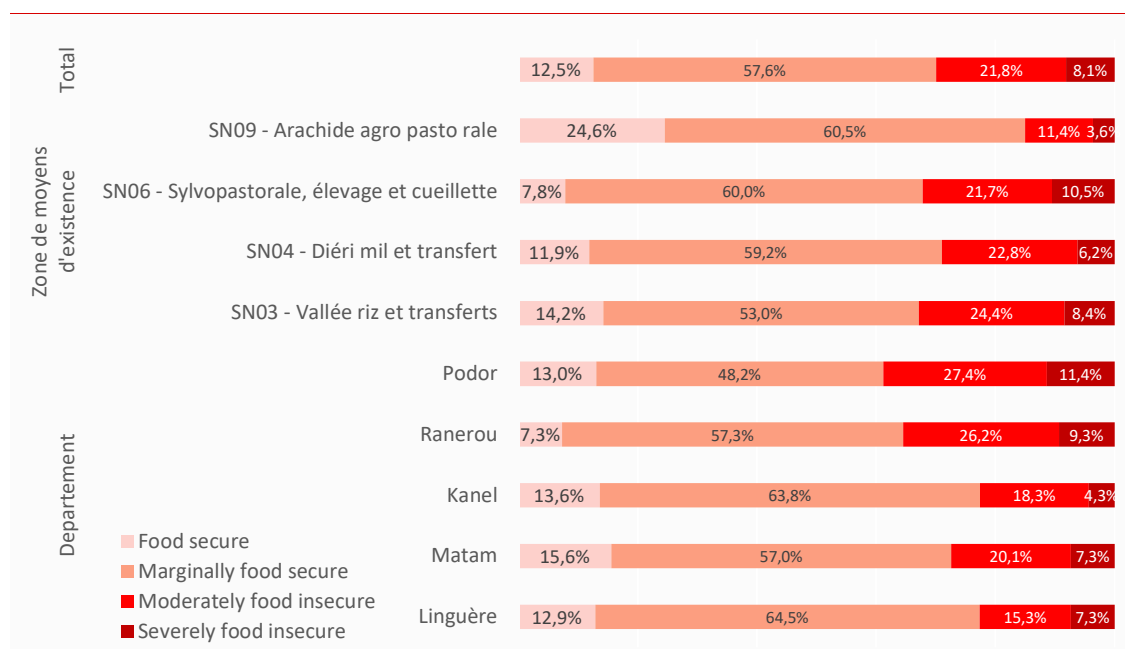
Caractéristiques des ménages en sécurité alimentaire marginale (58%).

Ces ménages ont une consommation alimentaire minimale adéquate, sans recourir à des stratégies d'adaptation de crise ou d'urgence. La presque totalité de ces ménages (89%) recourent à des stratégies de stress. Ces ménages ne peuvent cependant pas se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles.

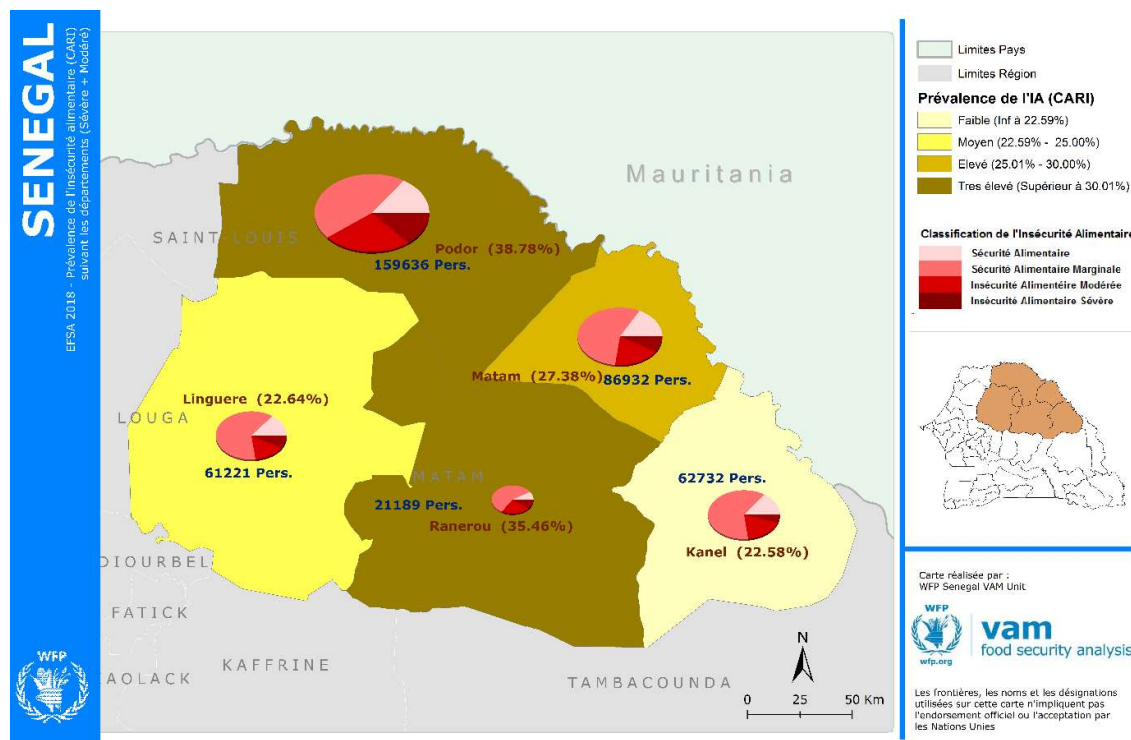
Caractéristiques des ménages en sécurité alimentaire (12%). Ces ménages sont capables de satisfaire leurs besoins alimentaires et non alimentaires sans recourir à des stratégies d'adaptation atypiques. Leur consommation alimentaire est globalement acceptable et ils n'utilisent pas de stratégies d'adaptation.

L'insécurité alimentaire est plus importante dans les départements de Podor (39%) et de Ranérou (35%). Les ZME les plus affectées sont la SN03 (Vallée, riz et transfert – 33%) et la SN06 (Sylvopastorale, élevage et cueillette – 32%).

Graphique 17 : Classification de l'insécurité alimentaire selon les départements et les ZME



Carte 4 : Prévalence de l'insécurité alimentaire (Sévère + Modérée) par départements



7.2 Populations en insécurité alimentaire

Au niveau des cinq départements, l'analyse de l'insécurité alimentaire au travers le CARI montre une prévalence à l'insécurité alimentaire de 30%. En appliquant ce taux à la population, on obtient un total 399.000 personnes en insécurité alimentaire soit en moyenne 33.250 ménages en insécurité sur la base de de 12 personnes en moyenne par ménages. Le département du Podor est le plus affecté avec 159.636 personnes en insécurité alimentaire soit en moyenne 13.300 ménages. Ensuite, le département de Matam avec 86.932 personnes en insécurité alimentaire soit ne moyenne 7.244 ménages. Il s'en suit le département de Kanel avec 62.732 personnes en insécurité alimentaire soit en moyenne 5.228 ménages. Les départements de Linguère avec 61.221 personnes et Ranérou 21.189 personnes soit respectivement 5.102 ménages et 1.766 ménages sont moins touchés en termes de population en insécurité alimentaire.

Conclusion et recommandations

La vulnérabilité suite aux chocs conjoncturels affectent 30% des ménages dont 22% dans une situation modérée et 8% dans un état sévère. Les facteurs conjoncturels concernent de déficit de production, la hausse des prix et la dégradation des termes de l'échange contribuent le plus à l'insécurité alimentaire des ménages. Aussi, les attaques de détracteurs, les sautereaux, les oiseaux granivores, les ambactes et les iules ont causé des dégâts notables sur les cultures.

De plus, les facteurs structurels comme la pauvreté et les faibles revenus entre autres ont accentué la vulnérabilité des ménages. Leurs conditions de vie sont marquées par une incapacité persistante à combler les besoins minimums de consommation d'aliments en termes de qualité et de quantité telle qu'elle est constatée même en l'absence de chocs. De plus, ils sont caractérisés par une situation de vulnérabilité économique car consacrent plus de 75 % de leur revenu aux dépenses alimentaires et développent des stratégies qui sont susceptibles d'entraîner une détérioration des actifs productifs du ménage.

Au vu de cette analyse les recommandations suivantes ont été formulées afin donner une orientation objective des programmes d'assistance alimentaire :

Améliorer la résilience des ménages vulnérables : les interventions sont indispensables en période d'urgence pour sauver des vies humaines mais les ménages sont structurellement vulnérables et exposés constamment aux risques d'insécurité alimentaire. Par conséquent, il faudrait que l'assistance soit accompagnée des programmes de résilience afin de permettre aux communauté de pouvoir faire face aux chocs futures et renforcer leurs moyens d'existence.

La poursuite de l'assistance alimentaire : 30% des ménages sont en insécurité alimentaire et seront fortement dépendants de l'aide alimentaire comme leur principale source de revenus et de nourriture. Si ces ménages n'ont pas d'assistance pendant la période de soudure, cela aurait un impact dramatique sur la situation de la sécurité alimentaire au Nord du pays.

Le ciblage des bénéficiaires dans les communautés devrait se réaliser en prenant en compte les dimensions structurelles et conjoncturelles et en s'appuyant sur

l'analyse de l'économie des ménages (HEA) et Registre National Unique (RNU). Cela permettra une meilleure stratification des groupes vulnérables afin d'atteindre les ménages les plus vulnérables et de surcroît optimiser les ressources dédiées à l'assistance des populations vulnérables.

Mettre en place des filets de protection sociaux et des programmes de résilience pour les ménages pauvres et en insécurité alimentaire. Avec la récurrence des chocs et la prédominance de la pauvreté, l'aide alimentaire doit s'inscrire dans la durabilité, c'est-à-dire doit assurer la durabilité des ressources et moyens d'existence grâce à une gestion plus efficace des ressources et les agences humanitaires doivent travailler en synergie avec la partie gouvernementale, en intégrant les autres filets sociaux tels que le bourse familiale pour soulager les populations les plus vulnérables de l'insécurité alimentaire, contribuant aussi à les faire graduellement sortir de la pauvreté.

Proposer aux agriculteurs des semences dont les cycles sont adaptés à réalité climatique de la zone et rendre ces semences accessibles ;

Promouvoir des initiatives de crédit, mettre en système de warrantage surtout pour les petits producteurs qui sont généralement pauvres et vulnérables. En effet, Dans la perspective de diversifications des actifs communautaires, le warrantage semble être une nouvelle alternative qui présente de nombreux avantages dont l'auto-garantie du crédit, la sécurisation de la semence, le bénéfice du différentiel de prix entre la période de récolte et la période de soudure et la capacité d'acquérir les intrants sans altérer le maigre budget du ménage ;

Promouvoir les travaux à haute intensité de main d'œuvre pour la création d'actifs durables et appuyer les initiatives de défense et de restauration de la fertilité des sols

8 Annexes

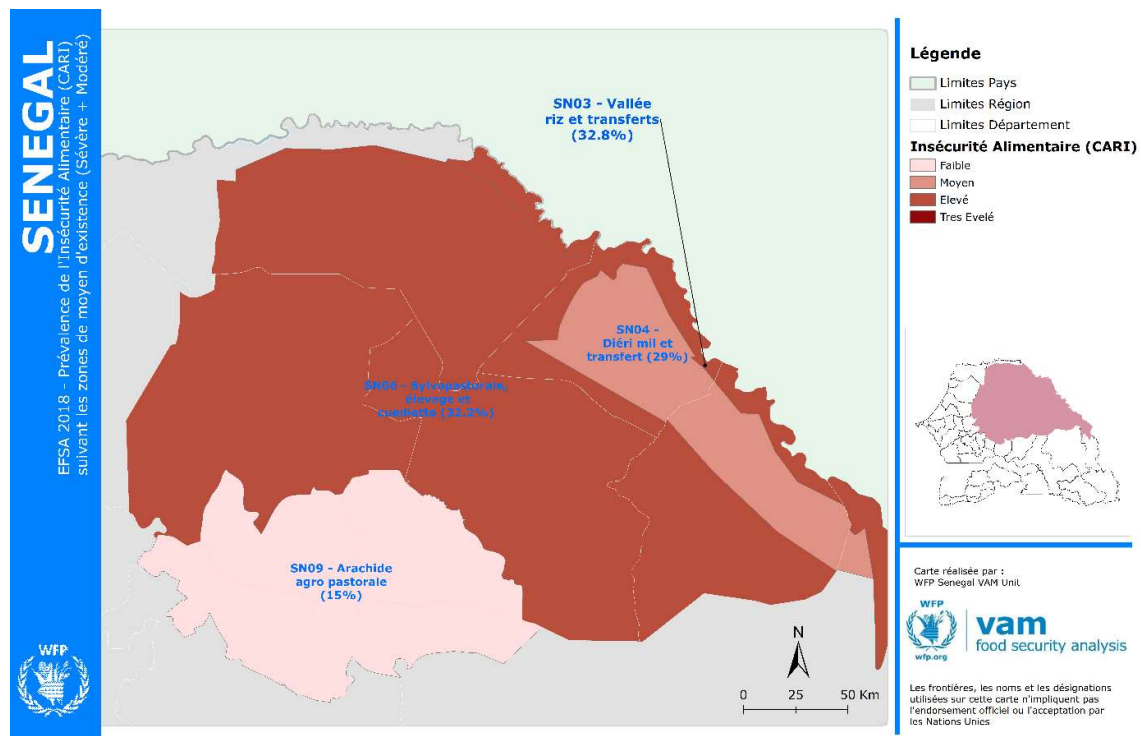
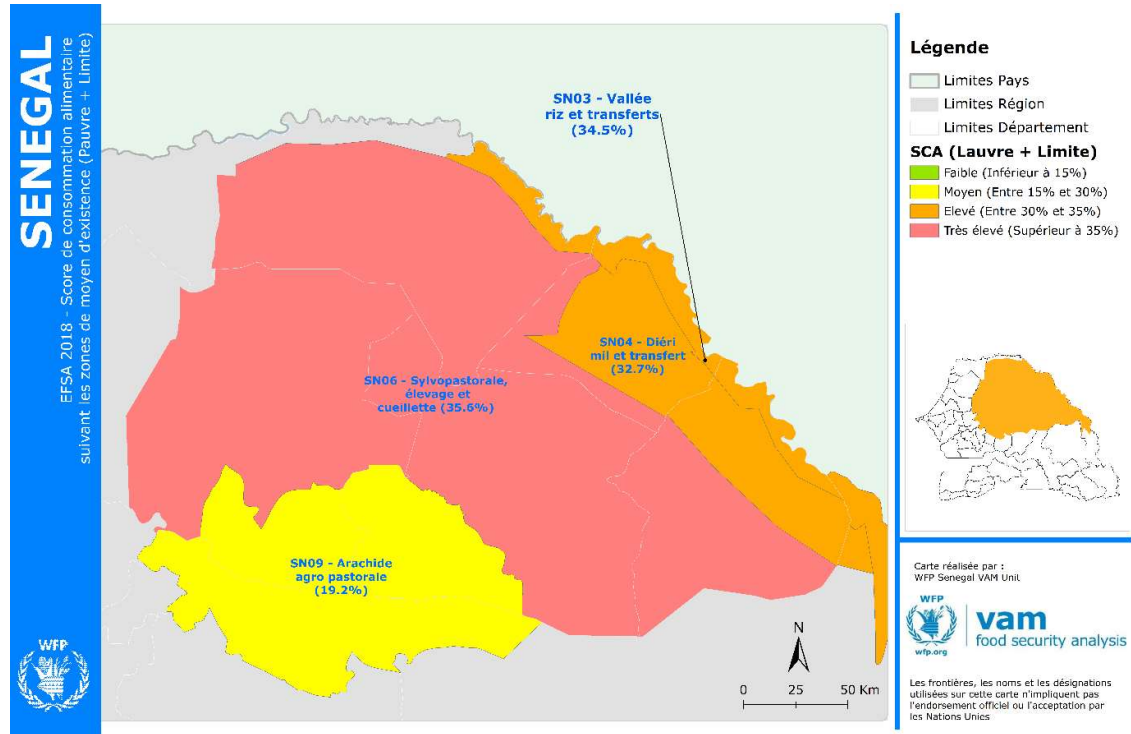


Tableau 7 : Possession d'actifs par les ménages

	Linguère	Matam	Kanel	Ranerou	Podor	Total
01. Radio	71.4%	63.1%	49.5%	50.6%	69.5%	61.1%
02. Télévision	32.8%	19.8%	10.4%	6.1%	19.9%	17.7%
03. Lecteur VCD/DVD	3.1%	1.5%	1.4%	0.9%	2.5%	1.9%
04. Magnéscope/Vidéo	0.7%	0.3%	0.4%	0.3%	0.8%	0.5%
05. Ordinateur	1.7%	1.5%	0.4%	0.6%	2.2%	1.3%
06. Ventilateur	7.3%	3.0%	2.2%	0.6%	3.6%	3.2%
07. Lit	64.5%	58.0%	45.5%	43.9%	65.7%	55.8%
08. Table	18.8%	9.0%	6.5%	6.1%	10.0%	9.9%
09. Chaise	41.5%	24.6%	17.6%	8.7%	20.5%	22.2%
10. Armoire	17.8%	8.0%	3.6%	2.0%	10.2%	8.2%
11. Tapis/Natte	76.3%	71.6%	63.8%	64.0%	67.6%	68.7%
12. Antenne parabolique	13.6%	6.8%	4.3%	4.4%	9.4%	7.6%
13. Réfrigérateur (frigo)	6.3%	4.0%	3.2%	0.6%	4.4%	3.7%
14. Bouteille de gaz	15.0%	17.8%	8.2%	3.2%	12.2%	11.5%
15. Lampe torche	94.4%	85.2%	85.7%	95.3%	89.2%	89.8%
16. Téléphone fixe	0.7%	1.0%	0.7%	0.6%	0.8%	0.8%
17. Téléphone portable	93.0%	90.5%	90.3%	87.5%	90.9%	90.4%
18. Fer à repasser	23.0%	10.6%	5.4%	6.1%	19.1%	12.8%
19. Bicyclette/Vélo	2.4%	2.8%	1.8%	1.2%	1.1%	1.9%
20. Mobyette/moto	3.1%	1.3%	0.4%	1.7%	2.2%	1.7%
21. Automobile/Voiture	3.1%	1.0%	0.4%	0.9%	0.8%	1.2%
22. Groupe électrogène	1.7%	0.0%	0.4%	0.0%	0.0%	0.4%
23. Panneau solaire	10.1%	3.3%	1.8%	6.7%	4.4%	5.2%
24. Houe sine	38.7%	31.2%	23.7%	29.9%	16.3%	27.7%
25. Machine à coudre	1.0%	0.8%	0.0%	1.2%	0.8%	0.8%
26. Moulin	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.3%	0.1%
27. Pirogue	0.0%	0.5%	1.4%	0.0%	3.0%	1.0%



vam
food security analysis